

Biens détournés à l'étranger :

**L'Espagne restitue trois
hôtels 5 étoiles d'Ali
Haddad à l'Algérie**

P.03

L'Algérie présidera le CPS de l'UA

**Un engagement renouvelé
en faveur de la paix et de la
sécurité en Afrique**



P.02

Prix du président :

**Ouverture des candidatures
pour la meilleure start-up
algérienne**

P.24



Finance :



**Déclaration de devises en
Algérie : Les nouvelles
règles que les voyageurs
doivent connaître**

P.03

Protection civile :



**Extinction de 91 incendies
sur un total de 103
en 24 heures**

P.04

El Tarf :



**Le wali poursuit ses sorties
de terrain pour suivre les
opérations d'extinction des
incendies de forêt**

P.06

Annaba / Incendies :

**Une caravane de
solidarité au profit
des sinistrés de
Seraïdi**



P.06

LE FBI OUVRE UN BUREAU À ALGER : UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LE PARTENARIAT BILATÉRAL



Dans une initiative marquante visant à dynamiser la coopération sécuritaire et judiciaire bilatérale, l’ambassade des États-Unis en Algérie a officiellement annoncé l’ouverture d’un bureau subsidiaire de l’attaché

juridique du Bureau fédéral d’enquête (FBI) au sein de son siège à Alger. Cette nouvelle antenne s’inscrit dans une volonté partagée d’intensifier la coordination en matière d’application des lois et de faire face aux défis sécuritaires communs.

Une nouvelle étape dans le partenariat bilatéral

Via une publication sur le réseau social X (ex-Twitter), la représentation diplomatique américaine a qualifié cet événement de « jalon majeur qui témoigne de la solidité de la coopération entre les États-Unis et l’Algérie en matière d’application des lois ». « En collaborant étroitement avec nos partenaires algériens, nous aspirons à capitaliser sur notre partenariat de longue date, à relever les défis communs et à continuer de renforcer les liens entre nos deux pays », a précisé l’ambassade. Bien que les détails spécifiques sur le champ d’action immédiat de cette antenne n’aient pas été divulgués par la diplomatie américaine, la nature de ces structures est bien définie par le FBI. Ces bureaux subsidiaires (connu sous le nom de FBI Legal Attaché Suboffices) agissent comme

des extensions du réseau international du Bureau, opérant directement depuis les ambassades américaines pour fluidifier le dialogue avec les forces de sécurité des pays hôtes.

Quel est le rôle de ces « attachés juridiques » ?

Dirigés par un attaché juridique (appelé LEGAT), qui représente officiellement le directeur du FBI à l’étranger, ces bureaux sont composés d’agents spéciaux chevronnés. Contrairement aux idées reçues, le FBI insiste sur le fait que ces fonctionnaires n’accomplissent aucune mission d’espionnage ou de contre-espionnage étranger. Leur rôle est strictement confiné à la coopération policière et judiciaire légale. Leurs missions principales s’articulent autour de plusieurs axes stratégiques :

- La coordination des enquêtes transnationales et le traitement des demandes d’entraide judiciaire mutuelle.
- Le partage de renseignements criminels et opérationnels liés au terrorisme et au grand banditisme.
- L’organisation de programmes de formation et de renforcement des capacités au profit des forces

de police locales.

- La gestion des flux d’information face aux menaces émergentes comme la cybercriminalité et le crime organisé transfrontalier.
- Souveraineté et cadre légal strict

Sur le plan opérationnel, le FBI rappelle sur son site officiel que ses prérogatives à l’étranger sont strictement encadrées par les lois fédérales américaines, mais qu’elles restent totalement tributaires du respect de la souveraineté des États partenaires. De fait, les agents du FBI n’ont pas l’autorité pour mener des investigations en toute autonomie ou procéder à des interpellations sur le sol algérien. Toute procédure de collecte de preuves ou d’arrestation demeure la compétence exclusive des services de sécurité algériens, agissant en coordination ou pour le compte du Bureau. Placé sous la double tutelle du département de la Justice américain et de l’autorité du chef de la mission diplomatique (l’ambassadeur), ce nouveau bureau d’Alger rejoint un réseau mondial qui compte plusieurs agents et personnels de soutien, déployés pour ériger des remparts internationaux contre la criminalité globale.

L’ALGÉRIE PRÉSIDERA LE CPS DE L’UA EN AOÛT PROCHAIN : UN ENGAGEMENT RENOUVELÉ EN FAVEUR DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

L’Algérie assurera, à partir du 1er août 2026 , la présidence tournante du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l’Union africaine (UA), dans le cadre de ses engagements continuentaux et de ses efforts constants en faveur de la défense des principes et des objectifs de l’UA, notamment la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique, le règlement pacifique des conflits, le renforcement de la solidarité et de l’action africaine commune, et ce conformément à sa politique étrangère, sous la conduite éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans cette perspective, l’Algérie a élaboré un programme d’action pour sa présidence du Conseil durant le mois d’août, reflétant les priorités du continent africain en matière de paix et de sécurité, et répondant aux différents défis sécuritaires, politiques et humanitaires auxquels il est confronté, à travers une série de réunions et de concertations institutionnelles et d’actions de terrain. Le Conseil entamera ses travaux par une séance publique consacrée à l’éducation dans un contexte de conflit, afin de réaffirmer l’importance de la protection du droit à l’éducation, en tant que pilier essentiel de l’édification d’une paix durable. Il tiendra également deux réunions consacrées au suivi de l’évolution de la situation dans la région du Sahel et de la République du Soudan du Sud, dans le cadre du suivi des foyers de tension et des crises que connaît le continent, ainsi que du soutien aux efforts visant à consolider la stabilité et à promouvoir les solutions pacifiques aux conflits. Par ailleurs, trois consultations



institutionnelles sont prévues entre le CPS et plusieurs organes africains, notamment le Parlement panafricain (PAP), la Commission africaine des droits de l’homme et des peuples et la Plateforme africaine de gouvernance ainsi que l’Architecture africaine de paix et de sécurité (AGA-APSA), en vue de renforcer la coordination et l’intégration entre les composantes du système africain de paix et de sécurité. Le programme comprend également une réunion consacrée à l’initiative phare de l’Agenda 2063 de l’UA, intitulée “Faire taire les armes en Afrique”, visant à évaluer le niveau de mise en œuvre de la feuille de route y afférente, à examiner les progrès réalisés ainsi que les défis persistants. Une réunion de coordination réunira également le Centre de l’UA pour la lutte contre le terrorisme (AUCTC), le Mécanisme de l’UA de coopération policière (AFRIPOL), le Comité des services africains de renseignement et de sécurité (CISSA) et le Mécanisme africain d’évaluation par les pairs (MAEP), afin de renforcer le dispositif continental d’alerte précoce.

L’AMBASSADEUR BENDJAMA PREND PART À LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU DU CONSEIL DE SÉCURITÉ SUR LE RENFORCEMENT DES MÉCANISMES DE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS

Le Représentant permanent de l’Algérie auprès des Nations unies à New York, l’ambassadeur Amar Bendjama, a participé, jeudi, à la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité, tenue dans le cadre de la présidence tournante de la République démocratique du Congo du Conseil, sous le thème : “Renforcement des mécanismes de règlement pacifique des conflits”. Dans une allocution prononcée lors de cette réunion, l’ambassadeur Bendjama a réitéré l’engagement constant de l’Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur du renforcement de la prévention des conflits, de la consolidation de l’approche du règlement pacifique et du soutien à la paix et à la sécurité aux niveaux régional et international, conformément aux dispositions du droit international ainsi qu’aux buts et principes de la Charte des Nations unies. Face à l’aggravation des

crises internationales et aux défis sécuritaires et politiques complexes sur la scène internationale, l’ambassadeur Bendjama a insisté sur la nécessité pour la communauté internationale de respecter pleinement et de manière cohérente les règles du droit international ainsi que les buts et principes de la Charte des Nations unies, en tête desquels le droit des peuples à l’autodétermination, loin de toute politique de deux poids, deux mesures ou de toute application sélective. M. Bendjama a également appelé à préserver le rôle central de l’ONU, sous la direction du Secrétaire général de l’Organisation, en matière de prévention et de règlement des conflits, et à renforcer sa position en tant que cadre central pour le traitement des questions internationales et régionales. Dans ce contexte, il a souligné l’importance d’associer les acteurs régionaux, notamment l’Union Africaine (UA), eu égard à la connaissance



approfondie qu’elle possède des spécificités du continent africain, et de sa maîtrise précise des dynamiques des conflits et de leurs causes profondes, ce qui la qualifie pour contribuer efficacement à l’élaboration de solutions pratiques et durables aux conflits régionaux et internationaux. Au terme de la réunion, le Représentant permanent de l’Algérie a appelé à la mise en place de mécanismes efficaces de suivi et d’évaluation du respect des résolutions du Conseil de sécurité par les Etats, afin d’en garantir la mise en œuvre complète et de renforcer la capacité du Conseil à s’acquitter de sa responsabilité première de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s’adresser à : l’Entreprise Nationale de communication d’Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l’objet d’aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
--	---	--	--	---

L'Italie renforce son partenariat sécuritaire avec l'Algérie

Le patron de la police italienne était à Alger mercred dernier i. Vittorio Pisani, directeur général de la Sécurité publique d'Italie, a été reçu par son homologue algérien, Ali Badaoui, au siège de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Sa venue à la tête d'une délégation de haut rang a débouché sur la signature d'un protocole de coopération technique, marquant une nouvelle étape dans le partenariat sécuritaire Algérie-Italie. Les deux responsables ont d'abord échangé en tête-à-tête, avant d'ouvrir les discussions à l'ensemble des cadres policiers des deux pays. Selon le communiqué officiel de la police algérienne, les travaux ont porté sur l'optimisation de la coordination opérationnelle bilatérale face à des menaces sécuritaires en constante évolution. **Un protocole ciblant la criminalité organisée transnationale et la cybercriminalité** Paraphé à l'issue des travaux, l'accord engage les deux institutions



sur plusieurs fronts prioritaires. Évaluées comme des menaces majeures pour les deux rives de la Méditerranée, la criminalité organisée transnationale, la cybercriminalité et la migration irrégulière constituent le cœur du dispositif prévu par ce texte. Au-delà de la dimension répressive, le protocole prévoit également l'intensification des programmes de formation et des échanges d'expertises entre les deux corps de police. Une approche qui reflète la volonté commune d'Alger et de

Rome de construire une coopération durable, fondée sur le partage de savoir-faire et la montée en compétences des personnels. Ce type d'accord s'inscrit dans une dynamique plus large. En mars dernier, le président Tebboune et la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni avaient réaffirmé leur volonté de renforcer la coordination dans la lutte contre l'immigration clandestine et la criminalité transfrontalière, lors d'une rencontre au sommet à Alger. Le protocole signé ce mercredi entre les deux polices nationales traduit concrètement ces engagements politiques. Pisani invité d'honneur du 64e anniversaire de la Sûreté nationale algérienne La portée symbolique de cette visite dépasse le seul cadre de la signature. La DGSN a annoncé que Vittorio Pisani assistera, en qualité d'invité d'honneur, aux cérémonies commémorant le 64e anniversaire de la création de la Sûreté nationale algérienne. Une distinction qui

traduit l'excellence des relations entre les deux institutions. Cette invitation n'est pas anodine. Elle consacre un niveau de confiance mutuelle rarement affiché aussi ouvertement dans le domaine sécuritaire. Les deux parties ont d'ailleurs tenu à souligner la qualité des liens qui unissent leurs institutions respectives, qualifiés de solides et en progression constante. **La DGSN tisse sa toile sécuritaire à l'international** Cette rencontre avec la police italienne s'inscrit dans une série de rapprochements sécuritaires menés par la DGSN ces derniers mois. En avril dernier, Ali Badaoui avait reçu à Alger le directeur général de la police fédérale allemande Dieter Romann, une rencontre qui avait également abouti à des engagements concrets sur la migration irrégulière et la criminalité transfrontalière. En février, c'est une délégation d'experts du National Forensic Service sud-coréen qui a été reçue à Alger pour consolider la coopération en matière de police scientifique.

Sur le plan intérieur, la DGSN avait également scellé en avril un partenariat stratégique avec la Direction générale des Impôts pour renforcer la lutte contre la criminalité économique et financière. Autant de signaux qui dessinent une institution en pleine modernisation, tournée vers des coopérations multidimensionnelles. La relation algéro-italienne, elle, ne se limite pas au seul volet sécuritaire. Ratifié en janvier dernier, un accord sur la reconnaissance mutuelle des permis de conduire entre l'Algérie et l'Italie illustre l'étendue d'un partenariat bilatéral qui touche désormais à tous les aspects de la vie quotidienne des citoyens des deux pays. La visite de Pisani à Alger vient renforcer un peu plus ce socle commun, bâti patiemment depuis plusieurs années entre Rome et Alger.

BIENS DÉTOURNÉS À L'ÉTRANGER:

L'Espagne restitue trois hôtels 5 étoiles d'Ali Haddad à l'Algérie

Grâce à une coopération judiciaire bilatérale inédite, l'Algérie réintègre dans son patrimoine public plusieurs hôtels 5 étoiles à Barcelone ainsi qu'un vaste parc immobilier saisi au terme d'enquêtes financières complexes. L'opération marque l'un des plus importants succès administratifs et financiers enregistrés par la justice algérienne à l'étranger. À la suite d'une commission rogatoire internationale transmise en 2022 par le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed, l'Espagne a officiellement restitué à l'État algérien la propriété de trois hôtels de standing. Ces établissements appartenaient à l'ancien homme d'affaires Ali Haddad, condamné en Algérie dans plusieurs dossiers de corruption.

Biens d'Ali Haddad en Espagne : l'Algérie récupère plusieurs actifs issus du dossier de corruption La pièce maîtresse de cette restitution reste l'Hôtel El Palace de Barcelone, l'ancien Ritz. Acquis en 2011 par le patron du groupe ETRHB pour un montant estimé à 80 millions d'euros (bien qu'il ait évoqué la somme de 54 millions d'euros financée par des crédits lors de son procès), ce palace intègre désormais le portefeuille immobilier de l'État. Finalisée en 2023, cette restitution a été qualifiée par le quotidien espagnol La Vanguardia de démonstration de souveraineté économique et de maîtrise technique dans la conduite d'affaires financières transfrontalières. Cette diligence des autorités espagnoles a été directement

soulignée par le président Abdelmadjid Tebboune lors d'un entretien accordé à la chaîne Al Jazeera : « L'Espagne a fait preuve d'une coopération exemplaire en matière de restitution des biens détournés. » Démantèlement d'un réseau financier Alger- Madrid et saisies immobilières majeures Au-delà du secteur hôtelier, les canaux d'entraide entre Alger et Madrid ont permis de neutraliser d'autres réseaux d'évasion financière. Les investigations menées par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) ont conduit au démantèlement d'un groupe criminel impliqué dans le détournement de près de 1 000 milliards de centimes au détriment de la United Tobacco Company (UTC).

Les opérations de saisie ordonnées dans le cadre de ce dossier couvrent un patrimoine important réparti sur les deux rives de la Méditerranée : •Deux villas de haut standing, l'une située à Alger et l'autre sur le territoire espagnol. •Six appartements de luxe, dont cinq implantés en Algérie et un en Espagne. •Plusieurs véhicules de prestige. •Des lots d'objets de valeur comprenant des montres de collection. **Algérie – Espagne : les accords de 2004, 2006 et 2008 fondent la coopération judiciaire bilatérale** Cette dynamique d'exécution repose sur un cadre légal structuré. La relation entre les deux pays s'appuie sur trois textes majeurs. La convention d'entraide judiciaire

en matière pénale de 2004, l'accord d'entraide en matière civile et commerciale de 2006. Ainsi que le traité d'extradition signé en 2008. Cet arsenal juridique ne se limite pas aux seuls avoirs matériels. Il a également permis l'extradition vers l'Algérie de plusieurs individus visés par des mandats d'arrêt internationaux pour des faits d'atteinte à la sécurité de l'État et d'appartenance à des groupes terroristes, à l'image des anciens militaires déserteurs Mohamed Benhalima et Mohamed Abdellah, membres de l'organisation RACHAD. L'aboutissement de ces procédures confirme l'efficacité des instruments d'entraide pénale et établit un précédent solide pour la récupération des fonds publics détournés.

DÉCLARATION DE DEVISES EN ALGÉRIE:

Les nouvelles règles que les voyageurs doivent connaître

Attention si vous prévoyez de voyager prochainement ! Publié au Journal Officiel n°51, un arrêté du ministère des Finances simplifie et renforce les règles douanières pour les voyageurs. Déclaration de devises en ligne, intégration des métaux et pierres précieuses, et partage des données contre le blanchiment : découvrez tout ce qui change avant de passer la douane. Un arrêté ministériel publié dans le Journal officiel numéro 51 vient modifier en profondeur les procédures de déclaration de devises applicables aux voyageurs traversant les frontières algériennes. Signé le 12 mai par le ministre des Finances, ce texte amende une décision antérieure datée du 20 juillet 2026 et introduit plusieurs changements concrets, notamment la généralisation du formulaire électronique et l'extension du périmètre de la déclaration aux métaux précieux et aux pierres précieuses.

Le formulaire électronique s'impose avant le passage en douane La nouveauté la plus structurante de cet arrêté concerne le canal de déclaration. Tout voyageur entrant ou sortant du territoire national doit désormais remplir sa déclaration de monnaie par voie électronique, avant même de se présenter au bureau des douanes compétent. Ce n'est qu'en cas d'impossibilité que le formulaire papier, mis à disposition par les services douaniers, reste une option. Dans tous les cas, le document doit être complété et signé par le voyageur concerné. Ce formulaire fait ensuite l'objet d'un enregistrement et d'un suivi par les services compétents. La déclaration écrite reste obligatoire, qu'il s'agisse d'une entrée ou d'une sortie du territoire. **Devises, bijoux et métaux précieux : le périmètre de la déclaration s'élargit** Au-delà des billets de banque et des

pièces de monnaie, l'arrêté rappelle que la déclaration couvre l'ensemble des moyens de paiement au porteur : effets de commerce, titres négociables, valeurs endossables. Mais la modification la plus notable porte sur l'ajout explicite des métaux précieux et des pierres précieuses transportés par les voyageurs lors de leurs déplacements. Ces objets de valeur entrent désormais pleinement dans le champ déclaratif. Désormais, les voyageurs non-résidents qui souhaitent réexporter les devises non utilisées en Algérie doivent obligatoirement présenter à la douane leur déclaration d'entrée. Celle-ci doit être visée par la Banque d'Algérie, une banque agréée ou un bureau de change, prouvant ainsi toutes les opérations de change effectuées durant leur séjour. Par ailleurs, les agents des douanes conservent le droit d'exiger tout document ou information utile concernant l'origine et la destination des fonds transportés. **Une base de données douanière au**



service de la lutte anti-blanchiment L'arrêté consacre également un volet important à la traçabilité des déclarations. En effet, les services des douanes sont tenus de constituer et d'alimenter des bases de données recensant l'ensemble des informations contenues dans chaque déclaration souscrite : identité et adresse du voyageur en Algérie ou à l'étranger, documents de voyage détenus, montants et valeurs déclarés, lieu de départ et destination, ainsi que l'identité du bénéficiaire réel et de l'expéditeur des fonds. De plus, ces bases intègrent les déclarations frauduleuses, les montants non déclarés et les

manquements aux obligations déclaratives commis par les voyageurs. Loin de rester cantonnées à un usage interne, ces données ont vocation à circuler. Le texte précise que « l'ensemble des informations relatives aux déclarations de monnaie souscrites et celles relatives aux déclarations fausses et aux cas de non-respect des obligations de déclaration commis par les voyageurs » seront transmises à l'organisme spécialisé dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette disposition s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement du contrôle des flux financiers. La réforme de l'allocation touristique de 750 euros, encadrée par l'instruction n°07-2026 de la Banque d'Algérie publiée le 13 juillet, obéit à la même logique : rendre chaque transaction traçable et chaque bénéficiaire identifiable.

INCENDIES DE FORÊT

L'INDEMNISATION DES SINISTRÉS COUVRIRA LES PERTES AGRICOLES ET LES BIENS



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a affirmé, dans la nuit de jeudi à vendredi dans la wilaya de Sétif, que l'opération d'indemnisation des personnes touchées par les incendies de forêt couvrira l'ensemble des volets, notamment les pertes

liées aux récoltes agricoles ainsi que les dégâts causés aux habitations, aux mobiliers et aux autres biens. M. Sayoud, qui s'est rendu dans la commune de Beni Mouhli, relevant de la daïra de Beni Ourtilane, (wilaya de Sétif), accompagné d'une délégation ministérielle, où il a présenté les condoléances aux familles des défunts Moukat Mohand Oulhadj et Nesraki Larbi, victimes des feux de forêts, a soutenu que "conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, des directives ont été données aux walis pour entamer le recensement de l'ensemble des dégâts causés par les incendies de forêt à l'échelle nationale". Il a réitéré, dans le même contexte, que l'indemnisation des familles sinistrées s'effectuera "avant la rentrée sociale",

soulignant que l'Etat est "engagé à poursuivre son accompagnement des sinistrés en leur apportant les différentes formes de soutien et d'assistance". Après avoir salué les efforts déployés par les autorités locales, l'ensemble des acteurs et les associations de la société civile, ainsi que la coordination en cours avec les walis des wilayas touchées par les incendies jusqu'à l'extinction définitive de tous les foyers, M. Sayoud a procédé, aux côtés du ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudene, de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, du Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf, ainsi que des autorités locales, au lancement d'une caravane de solidarité humanitaire et

médicale au profit des sinistrés. Cette caravane comprend des vêtements, des couvertures, des colis alimentaires et des équipements médicaux, tels que des fauteuils roulants et des tensiomètres, à l'initiative de la Direction de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya, en coordination avec les services de la wilaya, l'Agence de développement social (antenne régionale de Béjaïa) et les cellules de proximité de solidarité relevant des Directions de l'action sociale et de la solidarité de Sétif, de Bordj Bou Arreridj et de Béjaïa. A cette occasion, le ministre a écouté les préoccupations des citoyens de la commune de Beni Mouhli leur affirmant sa détermination à les transmettre aux autorités compétentes et leur prise en charge.

EXTINCTION DE 91 INCENDIES SUR UN TOTAL DE 103 EN 24 HEURES

Les services de la Protection civile sont parvenus, au cours des dernières 24 heures, à éteindre 91 incendies sur un total de 103, indique samedi un bilan de la Direction générale de la Protection civile. Concernant les incendies de forêts, de maquis, de broussailles, de récoltes et de palmeraies, les services de la Protection civile sont parvenus, au cours des dernières

24 heures jusqu'à 07h00, à "éteindre 91 feux sur les 103 recensés", précise la même source. Les éléments de la Protection civile "poursuivent leurs efforts pour l'extinction des 12 autres incendies dans les wilayas de Souk Ahras, Skikda, Bouira, El Tarf, Constantine, Saïda, Mila, Bordj Bou Arreridj, Béjaïa et Jijel", ajoute la même

source. Dans la wilaya de Souk Ahras, "l'incendie touche actuellement les communes de Merahna, Haddada et Sidi Fredj", a fait savoir la Protection civile, précisant que "plusieurs familles dans les communes de Sidi Fredj et Haddada ont été évacuées à titre préventif, avec le déploiement d'un dispositif de protection sur le terrain".



LE MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS LANCE LA CHAÎNE "MIHAN TV"

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a lancé, jeudi soir, la chaîne "Mihan TV", première chaîne médiatique sectorielle en Algérie, visant à faire connaître le système de formation et d'enseignement professionnels et à mettre en valeur les différents métiers et spécialités. Présidant le lancement officiel de la chaîne à l'Institut national de la formation et de l'enseignement professionnels (INFEP) d'El Biar, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, a indiqué que le lancement de "Mihan TV" s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la présence du secteur de la formation professionnelle dans l'espace médiatique. Cette chaîne vise principalement à faire connaître les spécialités du secteur en mettant en lumière les programmes et parcours de formation offerts aux jeunes et aux stagiaires, à faciliter l'insertion

professionnelle en proposant un contenu médiatique orientant les jeunes vers le marché du travail et l'entrepreneuriat, ainsi qu'à moderniser la communication institutionnelle et renforcer l'ouverture du secteur sur son environnement économique, a-t-elle expliqué. La ministre a, en outre, affirmé que "Mihan TV", animée par une équipe de jeunes, proposera une grille de programmes variée comprenant des reportages de terrain, des entretiens exclusifs sur le secteur de la formation, la présentation de parcours réussis et inspirants de stagiaires et diplômés des instituts, ainsi que la couverture des activités et événements nationaux et régionaux propres au secteur. Elle a également fait savoir que la chaîne a démarré avec trois programmes principaux destinés aux jeunes, sa grille devant s'enrichir de nouvelles émissions à l'occasion de la prochaine rentrée professionnelle, prévue le 4 octobre prochain. La ministre a affirmé que "Mihan TV" a été développée par le secteur de la formation



professionnelle au profit des jeunes pour susciter davantage leur intérêt, voire les accompagner à choisir un parcours prometteur dans la formation professionnelle et l'entrepreneuriat. "Mihan TV" consiste à produire un contenu audiovisuel numérique à diffuser via sa plateforme numérique <https://mihan-tv.mvet.dz/> et sa page sur les réseaux sociaux, avec l'élaboration de rapports de terrain à travers les wilayas dans le but de mettre en exergue les expériences des

établissements de la formation et des compétences locales, et ce, au titre d'un projet visant à élargir la couverture nationale et à enrichir la grille des programmes à l'avenir. La grille actuelle des programmes de la chaîne, comprend trois programmes authentiques à savoir "Rouad el Mihan" qui met en avant les expériences réussies des diplômés de la formation et de l'enseignement professionnels et des entrepreneurs, "Skill Scope" qui vise à faire connaître les métiers, les spécialités, les compétences et les opportunités de travail, ainsi que le programme "ProChat" qui invite des acteurs et spécialistes pour débattre des questions de la formation professionnelle et des besoins du marché du travail. La chaîne aspire à ancrer l'image de la formation et de l'enseignement professionnels, en tant que choix stratégique pour construire un parcours professionnel réussi, en synergie avec les mutations économiques à l'écoute des exigences actuelles du marché du travail.

MUTATION DES ENSEIGNANTS :

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION APPORTE D'IMPORTANTES PRECISIONS

Le ministère de l'Éducation nationale a rendu publique la grille calendaire régissant le mouvement de mutation inter-wilayas des enseignants titulaires des trois cycles du secteur éducatif ainsi que des personnels de direction. Cette procédure s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire 2026-2027 et s'effectuera strictement dans la limite des postes budgétaires vacants par grade et par discipline. **Dématérialisation totale des demandes sur le numérique**

Le processus a été officiellement lancé ce mercredi 22 juillet 2026 à 15h00.

Conformément à la note d'orientation émise la veille par la tutelle, les enseignants du primaire, du moyen et du secondaire, tout comme les directeurs d'établissements désireux d'obtenir une mutation hors de leur wilaya d'affectation, sont invités à suivre un calendrier précis d'opérations entièrement numérisées. Pour démarrer la procédure, les candidats disposent d'un délai s'étendant du mercredi 22 juillet à 15h00 jusqu'au samedi 1er août à minuit pour soumettre leur demande exclusivement via leur espace dédié sur la plateforme informatique du secteur. Durant cette même période de onze jours, ils doivent téléverser les justificatifs attestant du motif de leur transfert,

vérifier la conformité de leurs données, puis imprimer un formulaire d'engagement. Ce document doit impérativement être signé, légalisé auprès des services municipaux de l'APC, puis retéléversé sur la plateforme. Une ultime vérification des informations saisies est ensuite fixée au mardi 4 août.

Choix des établissements, résultats et installation

Dans la phase suivante, le système d'information publiera la liste exhaustive des postes vacants réservés aux mutations. Entre le dimanche 3 août et le mercredi 13 août, les enseignants pourront consulter ces besoins par wilaya, discipline et établissement, afin

de formuler leurs vœux ou d'annuler leur démarche en cas de rétractation. Les résultats issus du traitement automatisé des dossiers seront ensuite rendus publics sur l'espace numérique du 10 au 17 août. Enfin, la dernière étape administrative se déroulera du dimanche 23 au jeudi 27 août avec l'extraction et la remise des arrêtés de nomination aux candidats retenus. Les responsables d'établissements veilleront quant à eux à l'installation effective des enseignants mutés et à la délivrance des procès-verbaux d'installation dès le jour officiel de la reprise du travail après les vacances d'été, que le ministère fixera prochainement.

SOLDES D'ÉTÉ 2026 EN ALGÉRIE: Début des soldes du 26 juillet au 6 septembre

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a fixé les dates de la saison des soldes d'été 2026. Celle-ci débutera le dimanche 26 juillet et se poursuivra jusqu'au dimanche 6 septembre, offrant ainsi six semaines de promotions aux consommateurs et aux commerçants.

Dans un communiqué publié mardi 21 juillet 2026, le ministère a rappelé le cadre juridique régissant cette opération. Les soldes sont encadrés par le décret exécutif n° 06-215 du 18 juin 2006, qui définit les règles



des opérations de soldes. Il permet aux commerçants d'organiser leurs campagnes promotionnelles dans le respect de la législation, tout en assurant aux consommateurs l'accès à de véritables réductions, et non à

de la période des soldes. Cette campagne intervient à un moment où les dépenses des ménages augmentent généralement, à l'approche de la rentrée et de la saison estivale.

Attention aux fausses

promotions : soyez vigilants pendant les soldes

Certes, les soldes d'été riment avec bonnes affaires pour beaucoup de consommateurs. Toutefois, elles peuvent aussi cacher de mauvaises surprises. Chaque année, cette période attire en effet son lot de pratiques trompeuses. Ces pratiques restent parfois difficiles à repérer, surtout que la consommation rapide pousse souvent à l'achat impulsif.

Ainsi, le ministère pousse les commerçants à pratiquer des remises réelles et transparentes. Cette mesure vise avant tout

à soutenir le pouvoir d'achat des ménages algériens. En effet, la saison estivale entraîne déjà une hausse des dépenses. Ainsi, l'affichage clair des prix avant et après réduction devient essentiel. De même, la véracité des taux annoncés fait partie des exigences.

C'est pourquoi les clients doivent conserver systématiquement leurs justificatifs d'achat. Il vaut également mieux comparer les prix sur plusieurs canaux. En cas de doute, toute anomalie mérite d'être signalée aux services de protection du consommateur.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE: 50 % de démarches numériques supplémentaires d'ici décembre 2026

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale s'engage dans une nouvelle phase de modernisation de ses structures.

À l'occasion d'une journée d'information dédiée à la transformation et à la souveraineté numériques du secteur, le ministre Abdelhak Saihi a préconisé la centralisation des prestations administratives au sein d'un portail électronique unique.

Cette initiative vise à regrouper l'ensemble des services proposés par les différents organismes rattachés afin d'offrir aux usagers un accès distant et fluide, leur évitant ainsi les déplacements vers les guichets traditionnels.

Un guichet électronique unique

pour simplifier les démarches administratives

S'appuyant sur un portefeuille existant de 235 prestations dématérialisées, l'administration entend accélérer la simplification de ses procédures.

Les outils déployés jusqu'ici, à l'image de l'application de reconnaissance faciale instaurée par la Caisse nationale des retraites (CNR) pour certifier le contrôle de vie, illustrent la volonté d'intégrer des technologies modernes dans le quotidien des usagers.

Objectif 2026 : Plus de services en ligne, intelligence artificielle et cybersécurité

Pour poursuivre cette dynamique, la tutelle a fixé un calendrier précis prévoyant d'accroître le



volume global des démarches en ligne d'au moins 50 % d'ici le mois de décembre 2026.

Pour y parvenir, le plan d'action repose sur deux piliers technologiques majeurs. L'intelligence artificielle sera progressivement intégrée pour améliorer la qualité et la réactivité du service public, en anticipant les besoins des usagers et en optimisant le traitement des

dossiers.

Des mécanismes d'évaluation continue seront mis en place pour ajuster l'offre en temps réel, selon les retours du terrain.

Le second pilier concerne la cybersécurité. Saihi a insisté sur la nécessité d'élever les standards de protection des données personnelles des citoyens.

Dans un contexte où la numérisation implique la collecte

et le traitement de volumes croissants d'informations sensibles, la confiance des usagers envers les outils numériques de l'État constitue un enjeu stratégique non négociable. Cette annonce s'inscrit dans une trajectoire engagée bien avant cette journée d'information. Depuis le début de l'année 2026, le ministère multiplie les initiatives pour accélérer sa transition numérique.

En avril dernier, le ministère avait déjà atteint un taux de numérisation de 97 % des documents administratifs autrefois exigés sous format papier, un bilan présenté comme un levier stratégique pour le développement économique et social du pays.

FAKE NEWS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX:

L'Algérie active un dispositif national de fact-checking

Réuni jeudi dernier sous la présidence du Premier ministre Sifi Ghrieb, le Gouvernement a franchi un cap stratégique dans la régulation de l'espace numérique.

Face à la prolifération des fausses informations et aux campagnes de désinformation qui se propagent sur les plateformes sociales, l'exécutif étudie la mise en place d'un système national de veille et de vérification des faits (fact-checking).

Cette initiative institutionnelle vise à préserver l'intégrité des contenus en circulation et à restaurer la confiance des citoyens envers l'écosystème médiatique digital.

En ouverture de cette séance de travail, l'ensemble des membres du gouvernement a observé une minute de silence en hommage



aux victimes des récents incendies de forêt enregistrés à travers plusieurs wilayas.

L'examen de ce mécanisme de salubrité de l'information s'inscrit au cœur d'un ordre du jour gouvernemental largement orienté vers la souveraineté économique, la modernisation des services publics et la consolidation des infrastructures nationales.

Restructuration portuaire et directives présidentielles

Sur le plan de la logistique commerciale, l'exécutif

s'est penché sur un projet de décret exécutif fixant le cadre réglementaire de l'occupation du domaine public portuaire et des concessions d'outillage.

Directement adossée aux orientations du président de la République, cette démarche ambitionne de refondre la gouvernance des enceintes portuaires.

L'objectif est d'engager une synergie entre tous les acteurs du secteur pour optimiser l'exploitation de l'espace maritime, réduire drastiquement les durées de stationnement des

navires en radé et accélérer les cadences de déchargement.

Télécoms, contrôle qualité et grands chantiers

Le secteur des télécommunications a également figuré au centre des arbitrages. Conformément aux dispositions de la loi 18-04, le gouvernement a examiné les textes actant le renouvellement des licences d'exploitation des réseaux cellulaires 2G/GSM attribuées aux opérateurs ATM Mobilis et Optimum Télécom Algérie (Djezzy).

Parallèlement, une évaluation

a été faite quant au déploiement du réseau national d'accréditation, de certification et d'homologation.

S'appuyant sur le réseau des laboratoires d'essais et d'analyses (RELEAC) et sa plateforme digitale GEOLAB, ce dispositif constitue un levier clé pour renforcer la protection du produit national, harmoniser les normes de conformité et optimiser les capacités d'analyse à l'échelle du pays.

Enfin, les travaux se sont achevés par un bilan d'étape sur l'exécution des grands projets d'infrastructure relevant des secteurs névralgiques de la Santé, des Travaux publics, de l'Hydraulique, de la Justice et de la Culture.

Le wali d’El Tarf poursuit ses sorties de terrain pour suivre les opérations d’extinction des incendies de forêt

S.F
Poursuivant ses déplacements de terrain consacrés au suivi des opérations de lutte contre les incendies de forêt, M. Mohamed Meziane, wali de la wilaya d’El Tarf, s’est rendu ce samedi 25 juillet 2026 dans la région de Louliga, commune de Zitouna, accompagné du président de l’Assemblée populaire de wilaya, des membres de la commission de sécurité de wilaya, du chef de daïra d’El Tarf ainsi que des

directeurs exécutifs concernés. Cette visite a permis au wali de s’enquérir des dispositions mises en place pour poursuivre l’extinction des derniers foyers d’incendie dans cette zone. Il a suivi de près les opérations de refroidissement et de surveillance sur le terrain, tout en insistant sur la nécessité de maintenir un haut niveau de vigilance et de mobilisation. Le wali a également ordonné le maintien des équipes d’intervention en état d’alerte

et la mobilisation de l’ensemble des moyens humains et matériels disponibles jusqu’à l’extinction totale et définitive de l’incendie. Les opérations d’extinction se poursuivent avec l’appui d’importants moyens aériens, notamment deux hélicoptères Mi-24 de l’Armée nationale populaire, un avion bombardier d’eau Beriev B-200 ainsi que deux avions Air Tractor AT-800, mobilisés afin de renforcer les efforts des équipes engagées sur le terrain.



La Sûreté de wilaya d’Annaba accompagne la caravane de solidarité au profit des sinistrés de Seraïdi

S.F
La Sûreté de wilaya d’Annaba a assuré l’escorte et l’accompagnement de la caravane de solidarité destinée aux habitants de la commune de Seraïdi, touchés par les récents incendies.

À travers cette mobilisation, les services de police ont veillé au bon déroulement de l’acheminement des aides vers les familles sinistrées, réaffirmant leur engagement aux côtés des citoyens en toutes circonstances. « La Sûreté de wilaya d’Annaba

est fière de vous accompagner », un message qui traduit les valeurs de solidarité, de proximité et de service public qui animent les policiers dans l’accomplissement de leur mission au service de la population.

SERAÏDI: les services techniques mobilisés pour rétablir les réseaux d’électricité, de gaz et d’eau potable

S.F
Les opérations de rétablissement des services publics se poursuivent dans la commune de Seraïdi, où les équipes techniques de Sonelgaz et de l’Algérienne des Eaux (ADE) sont mobilisées depuis plusieurs jours afin de rétablir progressivement l’alimentation des différents

quartiers touchés. les interventions se poursuivent à travers plusieurs zones de la commune, conformément aux instructions du wali d’Annaba, M. Abdelkrim Laamouri, avec pour objectif de rétablir les réseaux dans les meilleurs délais et d’assurer la continuité des services essentiels aux citoyens. S’agissant du gaz naturel,

l’alimentation a été entièrement rétablie dans les zones de Seraïdi et Bouzizi. Cette reprise est intervenue après la maîtrise de la situation et l’achèvement des opérations de contrôle et de vérification destinées à garantir la sécurité des installations. Concernant le réseau électrique, le courant a également été rétabli au niveau des habitations

de Seraïdi et de Bouzizi. Les équipes techniques restent néanmoins à pied d’œuvre dans la zone d’Aïn Berber, où elles procèdent au remplacement des équipements endommagés du réseau moyenne tension, afin de permettre un retour de l’alimentation électrique dans les meilleurs délais. Parallèlement, les services

chargés de la distribution de l’eau potable poursuivent le remplissage des réservoirs de la commune, en prévision de la reprise de la distribution au cours de l’après-midi au profit des habitants des quartiers Erranda et Aïn Mahkim. Cette opération intervient après la reprise, jeudi, de l’alimentation en eau potable .

Lancement des travaux de curage et de nettoyage de oued Bouhdid en prévision de la saison des pluies

S.F
Dans le cadre du programme préventif arrêté en prévision de la saison des pluies, les services concernés ont procédé au lancement des travaux de curage et de nettoyage de l’oued Bouhdid. Cette opération vise à éliminer les dépôts de vase, les déchets et les obstacles susceptibles d’entraver le bon écoulement des eaux, afin de réduire les risques d’inondation et de protéger les habitants ainsi que les infrastructures avoisinantes. D’importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer

le bon déroulement des travaux, qui s’inscrivent dans une démarche de prévention et d’amélioration de la gestion des eaux pluviales. Ces interventions permettront également de préserver l’environnement et de garantir la sécurité des citoyens durant les épisodes de fortes précipitations. Les autorités locales appellent, par ailleurs, les citoyens à faire preuve de civisme en évitant le rejet des déchets dans les oueds, afin de contribuer à la préservation de ces ouvrages et à l’efficacité des opérations de prévention.



ANNABA

LE COUP D'ENVOI DU TOURNOI DE FOOTBALL DE PLAGE DONNÉ AU BOULEVARD DE SIDI SALEM

BICHA B.N

Sous le haut patronage du wali de la wilaya d'Annaba et dans le cadre du programme estival mis en œuvre par la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, le tirage au sort du tournoi de football de plage s'est déroulé au Boulevard de Sidi Salem.

La cérémonie s'est tenue dans une ambiance conviviale et sportive, en présence de nombreuses figures du monde sportif, de représentants des services de sécurité,

des habitants du quartier ainsi que des représentants des équipes participantes. Au total, 16 équipes prendront part à cette compétition. Le tirage au sort s'est déroulé dans un esprit de fair-play, marquant le coup d'envoi d'un tournoi qui vise à encourager la pratique sportive chez les jeunes et à promouvoir les valeurs de fraternité, de cohésion et de compétition loyale. Les organisateurs espèrent faire de cette manifestation un véritable rendez-vous sportif estival, reflétant l'esprit de solidarité et de saine émulation entre les participants.



ANNABA

CINQUIÈME JOURNÉE DES PORTES OUVERTES CONSACRÉES À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL INFORMEL

Imen Boulmaiz

Les activités des portes ouvertes, organisées dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation conjointe dédiée à la lutte contre le travail informel, se poursuivent pour leur cinquième journée consécutive à Annaba. Placée sous le slogan « Déclarer les travailleurs à la Sécurité sociale : une obligation légale... et la consécration d'un droit constitutionnel », cette campagne vise à renforcer la culture de la protection sociale auprès des employeurs et des travailleurs. Cette initiative réunit plusieurs organismes de la protection sociale, notamment la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), la Caisse nationale des retraites (CNR), la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) ainsi que la Caisse des

congrés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH). Tout au long de cette cinquième journée, les visiteurs ont bénéficié d'explications détaillées sur les droits et les obligations liés à la déclaration des travailleurs auprès des organismes de sécurité sociale. Les représentants des différentes caisses ont mis l'accent sur les avantages qu'offre la couverture sociale, notamment l'accès aux soins, les prestations en cas de maladie, de maternité ou d'accident de travail, les droits à la retraite ainsi que les différents dispositifs de protection prévus par la législation algérienne. Les échanges ont également permis de sensibiliser les employeurs aux conséquences du recours au travail non déclaré, qui prive les salariés de leurs droits fondamentaux tout en portant atteinte aux principes de justice sociale et de concurrence loyale entre les entreprises. Les organisateurs ont rappelé que la déclaration

des travailleurs constitue non seulement une exigence réglementaire, mais également un engagement citoyen en faveur de la dignité et de la protection des travailleurs. À travers cette campagne, les organismes partenaires réaffirment leur volonté de lutter contre le travail informel, de promouvoir le respect de la législation sociale et de renforcer la culture de la déclaration auprès des employeurs. L'objectif est d'instaurer un marché du travail plus structuré, garantissant les droits des travailleurs et contribuant au développement économique et social du pays. Les portes ouvertes se poursuivent avec un programme riche en séances d'information, en orientation et en accompagnement, permettant aux citoyens et aux opérateurs économiques d'obtenir toutes les réponses relatives aux démarches administratives et aux prestations offertes par les différentes caisses de sécurité sociale.



ANNABA

La Cellule de veille appelle les citoyens à rationaliser leur consommation d'énergie durant la vague de chaleur

Imen Boulmaiz

Face à la hausse exceptionnelle des températures enregistrée ces derniers jours, la Cellule de veille pour le suivi et la surveillance des risques majeurs de la wilaya d'Annaba a lancé une campagne de sensibilisation invitant les citoyens à adopter des comportements responsables en matière de consommation d'énergie électrique. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des mesures préventives visant à préserver la stabilité du réseau électrique durant les périodes de forte demande, tout en garantissant la continuité du service public au profit de l'ensemble des usagers. Dans son message, la Cellule de veille souligne que la rationalisation de la consommation d'électricité constitue un geste citoyen contribuant à réduire les surcharges sur le réseau, notamment aux heures de pointe, et à assurer un approvisionnement régulier en énergie. Cette démarche permet également de diminuer les coûts liés à une consommation excessive, de préserver les ressources énergétiques nationales et de contribuer à la protection de l'environnement. La campagne recommande aux citoyens d'adopter

plusieurs gestes simples mais efficaces, parmi lesquels régler les climatiseurs à une température de 25°C, éteindre les appareils électriques et les éclairages inutilisés, débrancher les équipements qui ne sont pas en service, privilégier l'éclairage naturel lorsque cela est possible et reporter l'utilisation des appareils à forte consommation électrique en dehors des périodes de pointe. Les commerces, les administrations et les établissements recevant du public sont également invités à optimiser leur consommation énergétique en limitant l'utilisation des enseignes lumineuses et des équipements non indispensables en dehors des horaires d'activité. À travers cette campagne de sensibilisation, les autorités rappellent que la rationalisation de la consommation d'énergie n'est pas seulement une mesure ponctuelle, mais un véritable comportement citoyen et une responsabilité collective. L'engagement de chacun contribue à préserver les infrastructures énergétiques, à garantir la continuité des services publics et à assurer un approvisionnement stable en électricité, particulièrement durant les épisodes de fortes chaleurs que connaît actuellement la wilaya d'Annaba.

ANNABA

CONTRÔLE CONJOINT DU TRANSPORT DES DENRÉES ALIMENTAIRES POUR PRÉVENIR LES INTOXICATIONS ALIMENTAIRES DURANT LA SAISON ESTIVALE

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de contrôle conjoint de la saison estivale 2026, les services de la Protection du consommateur et de la répression des fraudes, en coordination avec les services du Contrôle des pratiques commerciales et les éléments de la Sûreté nationale, ont mené, hier dès 6h00 du matin, une opération de contrôle ciblée sur le transport des denrées alimentaires. Cette intervention s'est déroulée au niveau d'un point de contrôle fixe implanté sur la Route nationale n°44, à proximité de la gare routière Monib Sandid, un axe stratégique emprunté quotidiennement par de nombreux véhicules assurant l'acheminement de produits alimentaires vers les marchés et les commerces de la wilaya. L'opération avait pour objectif de vérifier le respect des conditions réglementaires relatives au transport des denrées alimentaires, en particulier les produits sensibles nécessitant des conditions spécifiques de conservation, de température et d'hygiène. Les agents de contrôle ont ainsi procédé à l'inspection des véhicules de transport afin de s'assurer de leur conformité aux normes en vigueur et de préserver la chaîne de sécurité sanitaire. Les équipes ont également veillé à contrôler la transparence et la loyauté des pratiques commerciales, notamment à travers la vérification des documents accompagnant les marchandises, leur traçabilité ainsi que leur conformité avec la réglementation commerciale, dans le but de protéger les droits des consommateurs et de lutter contre toute forme de fraude. Cette opération s'inscrit dans la stratégie



préventive déployée par les services de contrôle tout au long de la saison estivale, période marquée par une forte consommation de produits alimentaires et une hausse des températures pouvant favoriser les risques de détérioration des denrées et d'intoxications alimentaires. À travers ce programme de contrôle conjoint, les autorités réaffirment leur engagement à renforcer la sécurité sanitaire des aliments, à garantir la qualité des produits mis sur le marché et à protéger la santé des citoyens. Ces actions se poursuivront sur l'ensemble du territoire de la wilaya d'Annaba afin d'assurer le respect de la réglementation et de prévenir tout risque susceptible de compromettre la sécurité des consommateurs.

INCENDIES À SERAÏDI

LES SCOUTS MUSULMANS ALGÉRIENS POURSUIVENT LEUR ÉLAN DE SOLIDARITÉ EN FAVEUR DES FAMILLES SINISTRÉES

Imen Boulmaiz

Dans le cadre de leur mobilisation humanitaire en soutien aux victimes des incendies ayant touché la commune de Seraïdi, les Scouts musulmans algériens – Commissariat de la wilaya d’Annaba ont poursuivi, jeudi 23 juillet 2026 durant la matinée, leur quatrième opération de solidarité et de secours, témoignant une nouvelle fois de leur engagement constant au service de la population. Cette action s’est déroulée en présence du commissaire de wilaya, Halim Gendouz, ainsi que du responsable de l’information et de la communication, Seif Eddine Abrakane, avec la participation des membres de l’équipe de secours de wilaya issus des groupes Lalla



Fatma N’Soumer, Moudjahid Saïd Ben Bekhma et Mohamed Tahar Seraïdi. Au cours de cette opération, les bénévoles ont procédé à la distribution de 90 colis alimentaires au profit des familles affectées par les incendies,

afin de leur apporter un soutien concret face aux difficultés engendrées par cette catastrophe. Cette initiative s’inscrit dans une démarche de solidarité visant à alléger les souffrances des sinistrés et à répondre à leurs besoins essentiels. Au-delà de l’aide destinée aux habitants, les Scouts musulmans algériens ont également tenu à exprimer leur reconnaissance envers les agents de la Protection civile et les éléments de la Gendarmerie nationale, mobilisés sans relâche dans la lutte contre les incendies. Des marques de soutien et d’encouragement leur ont été adressées en hommage à leur courage, leur professionnalisme et les sacrifices consentis pour protéger les citoyens, les habitations et le patrimoine forestier. À cette occasion, le Commissariat de la wilaya d’Annaba a

adressé ses sincères remerciements au groupe Lalla Fatma N’Soumer pour sa généreuse contribution à la préparation des colis alimentaires. Il a également salué l’ensemble des groupes scouts ayant participé à cette opération, dont l’esprit de volontariat et de solidarité a illustré les valeurs de fraternité, d’entraide et de service à la communauté. Par cette nouvelle action, les Scouts musulmans algériens réaffirment leur attachement à leur mission humanitaire et citoyenne. Fidèles à leurs principes, ils demeurent mobilisés aux côtés des populations en toutes circonstances, poursuivant leur engagement au service de la nation et de la solidarité, notamment lors des situations d’urgence et des catastrophes naturelles.

ANNABA

LA CRÈMERIE ZOOM GELATO 23 LANCE UNE INITIATIVE SOLIDAIRE POUR ENCOURAGER LE DON DE SANG

Imen Boulmaiz

Dans un élan de solidarité et de responsabilité citoyenne, la crèmerie Zoom Gelato 23 a lancé une initiative caritative destinée à encourager le don de sang durant la saison estivale. Réalisée en coordination avec la Fédération algérienne des donneurs de sang – Bureau d’Annaba, cette action vise à mobiliser un plus grand nombre de citoyens autour d’un geste simple, mais essentiel pour sauver des

vies. Dans le cadre de cette initiative, chaque personne qui se présente pour effectuer un don de sang recevra gratuitement un repas offert par le restaurant Zoom Gelato 23, en signe de reconnaissance pour son engagement humanitaire et sa contribution au renforcement des réserves de sang. La campagne se déroule à bord de la camionnette mobile de collecte de sang, installée à l’entrée de la plage Rizzi Amor, où les donneurs sont accueillis quotidiennement de 18h00 jusqu’à minuit. Ce créneau a été choisi afin de permettre au plus grand nombre

de citoyens, notamment les estivants et les travailleurs, de participer à cette action dans les meilleures conditions. Cette initiative s’inscrit dans les efforts permanents de la Fédération algérienne des donneurs de sang pour promouvoir la culture du don volontaire et régulier, particulièrement durant la période estivale, souvent marquée par une augmentation des besoins en produits sanguins et une baisse des réserves. À travers cette démarche, Zoom Gelato 23 démontre que les acteurs économiques peuvent jouer un rôle important dans les actions

de solidarité et de santé publique. En associant un geste de générosité à une récompense symbolique, le restaurant souhaite sensibiliser davantage de citoyens à l’importance du don de sang, un acte qui peut sauver de nombreuses vies. Les organisateurs invitent ainsi l’ensemble des habitants d’Annaba et les vacanciers présents sur le littoral à se rendre à l’entrée de la plage Rizzi Amor pour participer à cette campagne solidaire et contribuer, par un simple don de sang, à redonner espoir aux patients qui en ont besoin.

ANNABA/EL HADJAR

VASTE OPÉRATION DE CURAGE DES AVALOIRS ET DE RÉHABILITATION DU RÉSEAU D’ASSAINISSEMENT SUR L’ARTÈRE PRINCIPALE

Imen Boulmaiz

Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du wali de la wilaya d’Annaba, Abdelkrim Laamouri, visant à améliorer le cadre de vie et à renforcer la propreté urbaine dans les communes de la wilaya, une importante opération de terrain a été engagée au niveau de la commune d’El Hadjar. Cette intervention, menée conformément aux orientations du chef de daïra d’El Hadjar et suivie personnellement par le P/APC par intérim,

s’inscrit dans une démarche continue d’entretien des infrastructures urbaines et de prévention des dysfonctionnements du réseau d’assainissement. Les équipes techniques ont procédé à une vaste campagne de curage et de nettoyage des avaloirs et des regards d’évacuation des eaux pluviales, tout au long de l’artère principale de la commune. Les travaux ont également porté sur la réfection et la consolidation des bordures en béton entourant ces ouvrages, ainsi que sur le renouvellement des grilles métalliques de protection, afin

d’assurer une meilleure sécurité des usagers et de préserver la fonctionnalité des installations. Cette opération traduit la concrétisation de la convention de partenariat conclue entre la commune d’El Hadjar et l’Office national de l’assainissement (ONA). Ce partenariat vise à assurer une maintenance préventive régulière de l’ensemble du réseau d’assainissement, à anticiper les risques d’obstruction et à garantir un écoulement optimal des eaux usées et pluviales, notamment en prévision des épisodes de fortes

précipitations. À travers ces actions, les autorités locales réaffirment leur engagement à améliorer durablement l’environnement urbain, à préserver les équipements publics et à offrir aux citoyens un cadre de vie plus propre, plus sûr et plus agréable. À cette occasion, les services de la commune d’El Hadjar ont renouvelé leurs remerciements à l’ensemble des citoyens pour leur compréhension, leur civisme et leur coopération, qui ont permis aux équipes d’intervention d’accomplir leur mission dans les meilleures conditions.

ANNABA

POURSUITE DU RECENSEMENT DES MANUSCRITS ET IMPRIMÉS DU PATRIMOINE ÉCRIT

BICHA BARIZA NESRINE

Dans le cadre des efforts consacrés à la préservation du patrimoine écrit national, une opération de recensement et d’inventaire des manuscrits et imprimés a été menée au sein de la mosquée Salah Bey, située dans la vieille ville d’Annaba. Cette opération a permis de recenser 141 ouvrages imprimés ainsi qu’un manuscrit. Elle fait suite à l’inventaire réalisé à la mosquée Sidi Abou Marouane Ech-Charif, où 97 manuscrits avaient été répertoriés. Ces travaux s’inscrivent dans une démarche de sauvegarde des manuscrits, considérés comme un patrimoine historique et humain d’une valeur inestimable, témoignant de la richesse culturelle et intellectuelle de l’Algérie ainsi que des contributions de ses savants et penseurs à travers les siècles. Cette mission constitue la continuité de la première campagne d’inventaire menée en août 2025 à la mosquée Salah Bey, à la mosquée

Sidi Abou Marouane Ech-Charif et à la zaouïa Sidi Khalif, dans le cadre d’un programme conjoint entre la Direction de la culture de la wilaya d’Annaba et la Direction des affaires religieuses et des wakfs, avec la participation des cadres des deux secteurs ainsi que de la Bibliothèque principale de lecture publique « Barakat Slimane ». L’opération a bénéficié d’un suivi particulier de Mme Barkouk Saliha, directrice de la culture de la wilaya d’Annaba, qui a veillé à mobiliser les moyens nécessaires afin d’assurer le bon déroulement de cette étape, dans le souci de préserver ce précieux héritage écrit et de protéger la mémoire nationale. Les équipes poursuivront prochainement leurs travaux à la zaouïa Sidi Khalif afin d’achever l’inventaire des manuscrits restants. Cette initiative souligne l’importance du renforcement de la coopération entre les institutions culturelles, religieuses et scientifiques, ainsi que de la formation de spécialistes dans le domaine de l’inventaire,



de la conservation et de la préservation des manuscrits. Ces trésors patrimoniaux nécessitent des conditions de conservation adaptées afin d’être protégés contre les dégradations et les effets du temps. À cette occasion, les organisateurs ont exprimé leurs remerciements à l’ensemble des personnes et institutions ayant contribué à la réussite de cette opération, notamment M. Salah Diayah, président de l’Association de la vieille ville, les imams des mosquées Salah Bey et Sidi Abou Marouane Ech-Charif,



les agents des deux mosquées, les cadres du service du patrimoine culturel de la Direction de la culture, ceux de la Direction des affaires religieuses et des wakfs, de la Bibliothèque principale de lecture publique « Barakat Slimane », ainsi que les cadres du musée et du site archéologique d’Hippone. Les initiateurs de cette campagne ont enfin salué tous les acteurs engagés dans la protection de ce patrimoine écrit, véritable mémoire de l’Algérie et héritage culturel à transmettre aux générations futures.

En Inde, le ministre de l'éducation démissionne sous la pression des étudiants en colère contre les fraudes aux examens

Sérieusement contesté pour la première fois depuis sa réélection en 2024, Narendra Modi a diffusé vendredi soir une nouvelle vidéo sur les réseaux sociaux, dans laquelle il a remercié les protestataires pour leurs « contributions positives » au débat, selon le monde fr. Le ministre de l'éducation indien, Dharmendra Pradhan, a annoncé, samedi 25 juillet, sa démission du gouvernement, au sixième jour de la fronde des étudiants qui exigeaient son départ en raison d'une série de fraudes aux examens universitaires. « Considérant la situation qui s'est développée à Jantar Mantar [la place de New Delhi où les manifestants sont réunis depuis lundi] et dans le pays



(...) j'ai décidé d'envoyer ma lettre de démission au premier ministre », a-t-il déclaré sur le réseau social X. Le gouvernement a adopté vendredi en conseil des ministres un projet d'amendement de la loi qui permet « la mise en place de procédures judiciaires accélérées et des sanctions

sévères » pour les tricheurs. Il doit être discuté rapidement au Parlement. Sérieusement contesté pour la première fois depuis sa réélection en 2024, Narendra Modi a diffusé vendredi soir une nouvelle vidéo sur les réseaux sociaux, dans laquelle il a remercié les protestataires

pour leurs « contributions positives » au débat. L'opposition parlementaire a pris fait et cause dès le début de la semaine pour les protestataires. Son chef et responsable du parti du Congrès, Rahul Gandhi, a exigé la démission de Narendra Modi. En réaction à des propos du président de la Cour suprême La mobilisation, commencée fin juin dans la capitale indienne à l'appel du Parti du peuple des cafards (CJP), un mouvement satirique né sur Internet en réaction à des propos du président de la Cour suprême, qui avait qualifié les jeunes chômeurs de « cafards », avait débuté timidement. Les étudiants réclamaient la démission du ministre de l'éducation après la fuite des

sujets du concours d'entrée en faculté de médecine. Quelque 2 millions de candidats ont dû repasser le test, et plus de 20 d'entre eux se sont suicidés, selon le CJP. Pour les jeunes – les moins de 25 ans représentent 40 % de la population –, les concours des grandes écoles et de la fonction publique constituent le principal mécanisme de mobilité sociale. Les familles y consacrent des années d'économies, dans un pays où la jeunesse est frappée par le chômage de masse. Le taux d'inactivité chez les 15-25 ans ayant obtenu un diplôme atteint près de 40 %, et 20 % chez les 25-29 ans, selon une étude de l'université privée Azim Premji, à Bangalore, publiée en mars.

« Au Yémen, des millions de vies sont en jeu »

Quatre ONG internationales sonnent l'alarme

La dérive depuis des années et miné par les ingérences étrangères, le Yémen subit l'une des crises humanitaires les plus graves au monde. La communauté internationale doit s'empresser d'agir, alertent, dans une tribune au « Monde », des représentants d'Action contre la faim France, de CARE, de Médecins du monde et de Mehad, selon le monde fr. En 2026, 22 millions de personnes – près de la moitié de la population – ont besoin d'assistance d'urgence au Yémen, selon les Nations

unies, et 18 millions souffrent d'insécurité alimentaire aiguë. Parmi eux, 2,2 millions d'enfants de moins de 5 ans sont atteints de malnutrition, dont 500 000 de forme sévère. Ces chiffres renvoient à des réalités extrêmes : enfants trop faibles pour marcher, familles contraintes de choisir entre se nourrir ou se soigner, parents n'ayant que des feuilles d'arbre à donner à leurs enfants comme repas ou parcourant des dizaines de kilomètres pour trouver un centre de santé encore ouvert. Le système de santé est exsangue : 41 % des

établissements sont non fonctionnels ou partiellement actifs. Les pénuries de médicaments, le manque de personnel et les coupures d'électricité privent 19 millions de personnes d'un accès aux soins essentiels. Dans ce contexte, choléra, rougeole, diphtérie ou dengue se propagent rapidement, et chaque interruption de financement réduit vaccinations, traitements et prévention. L'escalade militaire régionale aggrave encore la situation : la hausse du prix du carburant et des denrées alimentaires



frappe un pays dépendant des importations. Les biens essentiels deviennent

inaccessibles pour des millions de familles. Les ONG voient leurs coûts augmenter alors que les financements diminuent.

Dans l'océan Atlantique, la difficile lutte de la marine française contre le trafic de cocaïne

L'Afrique sous emprise » (6/6). La France assure depuis 1990 une présence militaire quasi permanente le long du littoral ouest-africain pour tenter d'endiguer le trafic de drogue qui inonde l'Hexagone et le reste de l'Europe. Entre 2010 et 2023, le marché français des stupéfiants a presque triplé, selon le monde fr. Mille pieds au-dessus des vagues crêtées d'écume de l'océan Atlantique, le Dauphin file à toute allure vers le sud-ouest. Quelques instants plus tôt, ce jeudi de fin novembre 2025,



l'hélicoptère Sud-Aviation SA-365 a décollé dans un vacarme assourdissant du pont d'envol

du Tonnerre, l'un des trois porte-hélicoptères amphibies – 200 mètres de long pour

environ 20 000 tonnes d'acier – de la classe Mistral de la marine nationale française, naviguant à mi-chemin entre l'archipel du Cap-Vert et le littoral de la Mauritanie. Dans la cabine, les quatre aviateurs ont pour mission de scruter les autres navires qui croisent dans cette région du monde aux confluences des routes commerciales reliant l'Amérique latine, l'Afrique de l'Ouest et l'Europe, connue comme un haut lieu du trafic de drogue. Sur leurs écrans, d'innombrables signaux lumineux leur permettent

de garder un œil sur leur environnement. « J'ai un AIS à 185 [degrés] à 30 miles nautiques », observe soudain la maître Camille (à l'exception des titulaires d'un commandement, les militaires ne sont autorisés qu'à donner leur grade et leur prénom), assise juste derrière le pilote. Comprendre : le système d'identification automatique d'un navire vient d'indiquer sa position à environ 55 kilomètres plus au sud. « On va aller voir », lui répond le lieutenant de vaisseau Adrien.

Donald Trump alterne plaisanteries ratées et invectives contre la presse au dîner des correspondants de la Maison Blanche

Trois mois après l’annulation de la soirée prévue en avril à la suite de l’intrusion d’un homme armé, le président américain a pour la première fois participé, vendredi, au dîner des correspondants de la Maison Blanche, selon le monde fr. La deuxième fois fut la bonne, ou plutôt la mauvaise, vu l’acrimonie que Donald Trump a déversée sur les représentants des médias américains. Le président des Etats-Unis a participé au dîner des correspondants de la Maison Blanche, qui se tenait vendredi 24 juillet à Washington, après l’annulation de l’évènement en

avril, à la suite de l’intrusion d’un homme armé dans l’Hôtel Hilton, où devait se tenir la réception. Une heure durant, Donald Trump a alterné les digressions et les blagues – qui sont tombées à plat pour la plupart –, sur fond de réquisitoire contre la presse en général, et contre quelques journalistes en particulier. En avril, le président américain avait préparé un discours très offensif contre les médias, selon ses conseillers. Le mystère planait sur la teneur de celui de vendredi, alors que Donald Trump avait salué la volonté des journalistes de réorganiser une réception,

qui s’est déroulée en plus petit comité et sous haute surveillance à l’Hôtel Waldorf Astoria, à Washington. Le discours a débuté par une plaisanterie sur la possibilité de faire un troisième mandat, ce que la Constitution interdit. Devant le peu de succès de ses saillies, le milliardaire a fini par s’en prendre à ses propres équipes : « Est-ce que quelqu’un l’a [la blague] ? Franchement, je trouvais ça plutôt pas mal. En fait, c’était la seule chose que j’ai trouvée de bien dans tout ce foutu discours débile. »



En Allemagne, Friedrich Merz remanie son gouvernement à quelques semaines d’élections régionales où une poussée inédite de l’extrême droite est attendue



Le chancelier cherche à rassurer sur sa capacité à mener une politique intérieure ambitieuse, alors qu’on lui a reproché d’être trop tourné vers l’international et que l’AfD est une force politique de plus en plus menaçante, selon le monde fr. Dans ce qu’il est convenu d’appeler outre-Rhin le « trou d’été » (Sommerloch), qui correspond habituellement à un ralentissement de la vie politique, Friedrich Merz a décidé d’accélérer. Le chancelier allemand a annoncé, vendredi 24 juillet, un vaste remaniement de son gouvernement : quatre

nominations ont été décidées au sein de son cabinet, et d’autres changements doivent être rendus publics dans les prochains jours. A quelques semaines d’élections régionales cruciales dans l’est du pays, où le parti d’extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) caracole en tête des intentions de vote, Friedrich Merz espère ainsi donner un nouveau souffle à son gouvernement, très impopulaire. L’histoire retiendra que c’est la naissance d’un enfant qui a directement causé ce jeu de chaises musicales. Samedi 18 juillet, le chef de file des députés conservateurs

au Bundestag, Jens Spahn, avait démissionné sous la pression de son camp, après avoir annoncé être devenu père, avec son compagnon, par mère porteuse, aux Etats-Unis. Ce type de procréation, dont le coût peut dépasser les 200 000 dollars (175 000 euros), est interdit en Allemagne et expressément réprouvé par les partis conservateurs – l’Union chrétienne-démocrate (CDU) et son alliée bavaroise, la CSU. L’annonce de la naissance, le 15 juillet par voie de presse, avait provoqué un tollé à la base des deux partis.

L’ARABIE SAOUDITE ET LES HOUTHISTES AU SEUIL D’UNE NOUVELLE GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Deux jours après l’attaque de deux pétroliers en mer Rouge par les rebelles yéménites soutenus par l’Iran, Riyad a répliqué, vendredi soir, en frappant des installations militaires houthistes à Hodeïda, sur la côte ouest du Yémen, selon le monde fr. L’engrenage est enclenché entre l’Arabie saoudite et les houthistes. Samedi 25 juillet à l’aube, les rebelles yéménites soutenus par l’Iran ont revendiqué une attaque de missile contre la cité portuaire de Jizan, dans le sud-ouest du royaume, où l’agence de défense civile saoudienne a émis une

brève alerte pour un « potentiel danger ». Le « ministère » houthiste des affaires étrangères avait, quelques heures plus tôt, promis « l’escalade en réponse à l’escalade », après des frappes de l’aviation saoudienne contre des installations militaires houthistes à Hodeïda, le port qu’ils contrôlent sur la côte ouest du Yémen. « Le régime saoudien a commis une grave erreur qui lui coûtera cher », a-t-il ajouté, dans un communiqué. Les frappes saoudiennes dans le port de Hodeïda, vendredi soir, ont visé des installations relevant de l’autorité des télécommunications ainsi que l’île voisine de Kamaran,

selon la chaîne de télévision houthiste, Al-Massirah, qui évoque deux blessés. Une source de sécurité yéménite a confirmé, sous le couvert de l’anonymat, à l’Agence France-Presse, que les cibles étaient « le bâtiment des télécommunications près de la porte est du port de Hodeïda et la base navale de Ras Al-Khatib à Hodeïda. » Le port de Hodeïda n’a pas été visé et reste ouvert à la navigation, a assuré Turki Al-Maliki, le porte-parole de la coalition contre les houthistes dirigée par l’Arabie saoudite, sur X.



FAF-Vladimir Petkovic : Contrairement aux rumeurs, c'est silence radio

Contrairement à ce qui se dit ça et là, le contact entre la Fédération algérienne de football (FAF) et Vladimir Petkovic est pour le moment rompu. Ou du moins, il n'y a pas eu de nouvelles de la part du sélectionneur national depuis qu'il a transmis son rapport sur la participation algérienne au Mondial 2026, alors qu'il est sensé communiquer son programme du stage du mois de septembre urgemment. Silence radio. Vladimir Petkovic a rompu, pour le moment, tout contact direct avec la FAF. Alors qu'il est sensé communiquer

son programme de préparation en prévision de la fenêtre FIFA du mois de septembre, conformément à la demande que lui a faite la FAF, le Suisse n'a donné aucun signe de vie. C'est ce qu'a appris La Gazette du Fennec de ses sources à la FAF. Une version qui dément de facto les rumeurs d'un soi-disant accord de Petkovic de travailler avec un nouveau staff technique. Ou encore de séjourner trois semaines sur quatre à Alger. Du pipeau de chez pipeau ! Ainsi, si la question de l'avenir de son bras droit, Davide Morandi, est tranchée

en interne, pour le moment, Vladimir Petkovic n'a pas réagi. Pas plus sur le stage du mois de septembre qu'il devait ficeler, conformément à ses obligations de sélectionneur des Verts. Ceci pour dire que pour le moment, le dossier Vladimir Petkovic est en stand by. Le technicien n'a réagi ni à la sollicitation de la FAF pour le stage de septembre, ni sur les conclusions du collège technique national, réuni il y a une semaine pour juger son bilan depuis sa prise de fonctions, il y a deux ans et demi.



Mercato / MCA : Belaïli c'est dans la poche

Le retour de Youcef Belaïli au MC Alger touche à son épilogue. Au terme d'une réunion tenue mercredi soir à l'hôtel Holiday Inn d'Alger entre les dirigeants du Doyen, le joueur et son entourage, un accord total a été trouvé. La signature officielle est désormais attendue dans les prochaines heures. Le Mouloudia d'Alger s'apprête à frapper un grand coup sur le marché des transferts. Après plusieurs semaines de discussions, les négociations avec Youcef Belaïli ont abouti à un accord sur l'ensemble des modalités du contrat. Seule l'officialisation de l'opération manque désormais pour conclure définitivement ce dossier.

Holiday Inn, la réunion qui a tout changé
Selon nos informations, une réunion décisive s'est tenue mercredi soir à l'hôtel Holiday Inn d'Alger. Elle a réuni le président du Mouloudia d'Alger, Mohamed Hakim Hadj Redjem, le manager Djamel Benlamri, Youcef Belaïli ainsi que son père. Cette rencontre, organisée dans la plus grande discrétion, avait pour objectif de mettre un terme à plusieurs semaines de négociations entre les différentes parties.

Tout a été rédigé noir sur blanc, y compris l'histoire du TAS
Les discussions ont permis de finaliser tous les détails du futur contrat. Les deux parties se sont entendues sur l'ensemble des clauses, y compris un point spécifique lié à la réglementation en vigueur conformément à la décision du Tribunal arbitral du sport (TAS). Les garanties demandées par chacune des parties ont été apportées, ouvrant ainsi la voie à une conclusion favorable.

Plus le moindre obstacle contractuel



Ainsi, on peut s'avancer et affirmer avec certitude que, mis à part le verdict attendu du TAS, plus rien ne sépare YB10 de son retour au Doyen. En effet, à l'issue de cette réunion, plus aucun obstacle contractuel ne subsiste. Les documents sont prêts et, sauf retournement de situation de dernière minute, la signature officielle devrait intervenir dans les prochaines heures, permettant au Mouloudia de conclure l'un des dossiers les plus médiatisés de ce mercato estival.

Benlamri, l'artisan du retour de Belaïli
Si Hakim Hadj Redjem a supervisé le dossier, Djamel Benlamri en a été le principal artisan. La semaine dernière, le manager du Mouloudia s'est déplacé à Tunis pour rencontrer Youcef Belaïli et poursuivre les discussions. Convaincu depuis plusieurs jours par l'idée de retrouver le Doyen, l'international algérien était déjà très enthousiaste à l'idée d'un retour sous les couleurs Vert et Rouge.

Malgré la pression de l'Espérance
Malgré les fortes pressions exercées par les dirigeants de l'Espérance sportive de Tunis

pour obtenir sa prolongation, Benlamri est resté confiant. Les échanges entre les deux hommes ont permis de finaliser les derniers détails, le manager mouloudéen parvenant à concrétiser la volonté du joueur de revenir au Mouloudia. Les deux hommes ont ensuite regagné Alger ensemble afin de poursuivre les négociations avec la direction du club. Cette étape a conduit à la réunion décisive organisée mercredi soir à l'hôtel Holiday Inn, où l'ensemble des points du contrat ont été validés.

La direction du Doyen confirme son ambition
L'implication de Benlamri a été déterminante dans ce dossier. En transformant la volonté de Belaïli de revenir au Mouloudia en accord définitif, le manager du Doyen a joué un rôle majeur dans cette opération. Pour le champion d'Algérie, ce retour représente un message fort. La direction confirme sa volonté de bâtir un effectif capable de conserver son titre national tout en affichant de grandes ambitions en Ligue des champions.

Une réelle plus-value
Le retour de Belaïli répond également aux attentes des supporters, impatients de revoir l'un des joueurs les plus

talentueux de sa génération évoluer encore une fois sous les couleurs du Doyen. Son expérience, sa qualité technique, son vécu au plus haut niveau et sa capacité à faire la différence dans les grands rendez-vous devraient apporter une réelle plus-value au groupe dirigé par Khaled Ben Yahia.

2 ans de contrat, 65 000€/mois
L'accord conclu entre les deux parties prévoit un contrat liant de nouveau les deux parties pour deux saisons. Selon les termes validés lors de la réunion, Youcef Belaïli percevra un salaire mensuel équivalent à 65 000 euros, ce qui ferait de lui l'un des joueurs les mieux rémunérés du Mouloudia d'Alger. Les dirigeants du Mouloudia considèrent cet investissement comme un choix stratégique. Ils sont convaincus que Belaïli possède le profil idéal pour renforcer l'équipe et lui permettre de franchir un nouveau palier, aussi bien sur la scène nationale qu'en Ligue des champions.

Il reste le verdict du TAS, une clause existe à ce propos
Reste toutefois un dernier obstacle administratif. L'international algérien demeure sous le coup d'une sanction de la FIFA courant, en l'état actuel,

jusqu'au mois de mars 2027. Le joueur a introduit un recours, il y a plusieurs semaines, et attend désormais la décision des instances compétentes. Les deux parties ont également convenu d'intégrer une clause spécifique au contrat, liée à l'évolution du dossier de la sanction de la FIFA, afin de protéger les intérêts du joueur et du club.

À Tunis, l'après-Belaïli est déjà lancé

Du côté de Tunis, tout indique que l'aventure de Youcef Belaïli avec l'Espérance sportive de Tunis touche à sa fin. Son absence au rendez-vous fixé lundi dernier, suivie de son déplacement en Algérie, a convaincu les dirigeants du club tunisien que le joueur était bien sur le départ. Selon plusieurs sources, les responsables de l'EST ont déjà entamé les démarches afin de lui trouver un successeur. Les premiers contacts auraient été noués avec plusieurs profils susceptibles de renforcer le secteur offensif, preuve que les dirigeants tunisiens anticipent désormais un départ devenu difficile à éviter.

Le rêve africain est de nouveau permis

Au Mouloudia, l'optimisme est plus que jamais de mise. Les dirigeants espèrent boucler rapidement les dernières formalités administratives afin d'officialiser une arrivée qui constituerait sans aucun doute l'un des transferts les plus retentissants de ce mercato estival en Algérie. Le retour de Belaïli est perçu comme un véritable atout pour les ambitions du club. À moins d'un improbable retournement de situation, le Mouloudia d'Alger devrait officialiser très prochainement le retour de Youcef Belaïli. Un transfert appelé à marquer durablement ce mercato estival.

Real Madrid : La première de José Mourinho fait déjà sensation

Le Real Madrid de José Mourinho a lancé sa préparation estivale par une courte victoire face à Alcorcón (1-0). Si cette première opposition ne permet pas encore de tirer de véritables conclusions, elle a déjà offert un aperçu des principes du technicien portugais.

Le Real Madrid a officiellement lancé l'ère José Mourinho avec une première opposition face à Alcorcón. Pas encore considéré comme un match amical, cette « séance d'entraînement améliorée » face à une équipe madrilène de troisième division espagnole a livré quelques enseignements. Pour cette première, le technicien portugais a aligné un onze mêlant cadres et jeunes du centre de formation. Les quelques minutes ouvertes aux médias n'ont pas offert beaucoup d'occasions, mais la presse locale a surtout relevé une organisation plus proche d'un 4-3-3 que du 4-2-3-1 initialement évoqué. Camavinga évoluait



en pointe basse du milieu, avec Arda Güler davantage impliqué dans l'animation offensive avant de s'excentrer lors du pressing.

Déjà les premiers principes de José Mourinho

Au-delà des aspects tactiques, un mot revenait sans cesse depuis le bord du terrain : « intensité ». Les membres du staff l'ont répété à plusieurs reprises pendant l'échauffement, une exigence permanente qui symbolise déjà les méthodes de José Mourinho. Le Portugais, lui, n'est apparu sur la pelouse

qu'une dizaine de minutes avant le coup d'envoi, supervisant les derniers exercices avant de regagner le banc. Un fait de jeu a tout de même retenu l'attention. Franco Mastantuono a obtenu un penalty après une faute dans la surface. Arda Güler s'est chargé de le tirer, mais le portier d'Alcorcón a parfaitement anticipé sa tentative et repoussé le ballon.

Finalement, le Real Madrid s'est imposé sur la plus petite des marges grâce à un autre penalty, transformé cette fois-

ci par Daniel Yáñez. Malgré cet échec, Güler a rapidement relevé la tête en se montrant très actif dans le dernier tiers du terrain et dangereux sur coups de pied arrêtés. De son côté, Mastantuono a confirmé les bonnes impressions laissées lors de ses premières minutes, apparaissant comme le joueur le plus en vue de cette première sortie. Difficile toutefois de tirer le moindre enseignement de cette première sortie. Plus de la moitié de l'effectif est encore absente après la Coupe du Monde, dont plusieurs titulaires qui n'ont repris l'entraînement que depuis quelques jours.

Güler et Mastantuono se distinguent

S'ajoute à cela une importante charge de travail exigée par José Mourinho depuis la reprise, avec des doubles séances et très peu de jours de repos, ainsi que la chaleur étouffante qui régnait sur Madrid. En interne, on assure que Mourinho ne laisse aucun répit à ses joueurs et attend un

engagement maximal à chaque entraînement, même pour ce match de reprise. Le technicien portugais a d'ailleurs choisi de laisser une grande partie de ses titulaires sur le terrain pendant une longue période afin qu'ils accumulent du temps de jeu et des automatismes.

En coulisses, le Portugais se montre néanmoins satisfait du travail effectué à Valdebebas. Les journalistes présents ont également découvert un José Mourinho plus apaisé que lors de son premier passage au Real Madrid, échangeant régulièrement avec son adjoint tout en observant attentivement ses joueurs depuis le bord du terrain. Si les conclusions sportives devront encore attendre, cette première opposition a déjà offert un premier aperçu des méthodes et de l'exigence du technicien portugais, bien décidé à relancer le Real Madrid... en attendant les titulaires et d'autres recrues.

Liga : Le Real Madrid lâche 100 M€ pour la cible du PSG Yan Diomandé

Alors que le Paris Saint-Germain semblait avoir une longueur d'avance dans le dossier Yan Diomandé, le Real Madrid est entré dans la danse. Les Merengues ont déjà entamé des discussions avec le RB Leipzig et ont même formulé une première offre au club saxon, ce qui pourrait bien faire capoter les plans du double champion d'Europe en titre. Et si finalement, le PSG laissait filer Yan Diomandé ? Désireux de renforcer son attaque cet été, le club parisien a ciblé l'international ivoirien (14 sélections) évoluant au RB

Leipzig. Malgré le forcing de Liverpool, les pensionnaires du Parc des Princes ont eu les faveurs de l'ailier de 19 ans et un accord a déjà été trouvé sur les termes d'un contrat de 5 ans dans la capitale française. Pourtant, le dossier traine en longueur, Leipzig restant ferme sur ses énormes exigences financières. Alors que les négociations continuent et que le PSG semble confiant, cette situation pourrait bien profiter à un autre club, à savoir le Real Madrid.

Selon les informations de The Athletic et de BILD, le club

madrilène s'est invité dans la course à la signature de Diomandé et a déjà entamé des discussions avec le RBL. Les Merengues recherchent un ailier droit capable d'apporter de la concurrence dans ce secteur, voire de pallier un possible départ de Brahim Díaz. Une piste validée par José Mourinho, alors que le club poursuit un mercato très ambitieux après les arrivées de Marc Cucurella, d'Ibrahima Konaté, de Bernardo Silva et de Denzel Dumfries.

Un duel PSG-Real Madrid pour Diomandé ?

Le dossier s'annonce toutefois



très complexe. Le journaliste italien Fabrizio Romano va encore plus loin en indiquant qu'une offre de 90 millions d'euros, assortie de 10 millions d'euros de bonus, a été formulée auprès du club saxon par le Real. Un énorme chèque pourtant rejeté par Leipzig, qui avait déjà refusé une offre de 100 millions d'euros de la part de Liverpool

en début de mercato. En cas de départ, le club saxon réclame entre 120 et 130 millions d'euros, même s'il travaille de son côté pour prolonger son contrat.

« Notre intention est clairement que Yan Diomandé joue pour le RB Leipzig l'année prochaine », indiquait récemment Marcel Schäfer, directeur sportif du RBL. Reste que l'entrée en scène du Real Madrid pourrait rebattre totalement les cartes. Faute d'avoir accéléré sur ce dossier, le PSG pourrait voir l'un de ses objectifs majeurs lui filer entre les doigts.

Bundesliga : Le Bayern Munich a trouvé le futur remplaçant de Michael Olise

Conscient de l'intérêt du Real Madrid pour Michael Olise, le club allemand espère toujours retenir l'international français cet été. Mais il a déjà un nom en tête au cas où son ailier s'en irait.

À 24 ans, Michael Olise a franchi un cap au Bayern Munich (42 buts, 54 passes décisives en 107 matches). Cet été, l'ailier français a été l'un des acteurs principaux de la campagne des Bleus à la Coupe du Monde 2026. Demi-finaliste et meilleur passeur du tournoi, Olise a affiché une belle complicité avec son capitaine Kylian Mbappé. Et ce dernier en a d'ailleurs bien profité.

Comme nous vous l'avons



révélé, Olise veut désormais rejoindre le Real Madrid et s'il a été séduit par la Casa Blanca, c'est en partie grâce au travail de persuasion mené par le Bondynois. Depuis, les moindres

faits et gestes d'Olise sont scrutés en Allemagne. Cependant, le Bayern Munich ne compte pas se laisser faire aussi facilement. Le club bavarois est sans doute bien conscient des envies d'ailleurs de son ailier, mais ce dernier est sous contrat jusqu'en 2029 et les dirigeants munichoïses espèrent toujours le prolonger.

Le Bayern anticipe un départ d'Olise

Pour arracher le natif de Londres au Bayern, le Real Madrid sait qu'il faudra mettre au minimum 150 M€ sur la table. À l'heure actuelle, la presse espagnole assure qu'il est peu probable de voir les Merengues s'offrir le Français dès cet été, même si le

mercato peut toujours réserver de grosses surprises. En attendant, le Bayern sait que s'il parvient à retenir Olise cet été, il a de fortes chances de ne pas y parvenir dans un an. Bild assure d'ailleurs que la direction bavaroise commence à anticiper un départ. Et si Olise s'en va, la priorité du Bayern Munich sera de foncer sur Bradley Barcola.

L'ailier parisien n'évolue pas sur le flanc droit ni au poste de numéro 10, comme le fait Olise, mais son profil d'ailier percutant a visiblement été identifié comme la solution idoine. L'intérêt allemand pour l'ancien Lyonnais n'est pas nouveau, mais le Bayern attend de voir

comment évolue ce dossier. Pour rappel, Barcola est lié au PSG jusqu'en 2028 et n'a toujours pas prolongé. Courtisé par Liverpool, Arsenal et Manchester United, le Parisien s'interroge sur son avenir dans la capitale française en raison de son statut de remplaçant de luxe, notamment en Ligue des Champions. Et d'après Bild, si Barcola ne prolonge pas et qu'Olise quitte le Bayern dans un an, le Bayern tentera de profiter de la situation contractuelle du Français pour le recruter à un prix plus abordable que les 150 M€ réclamés par les Rouge et Bleu. Un scénario qui reste encore hypothétique.



Galaxy S27 : les appareils photo des quatre modèles se dévoilent dans une nouvelle fuite

Samsung préparerait non pas trois, mais quatre smartphones pour sa prochaine génération Galaxy S. Une nouvelle fuite livre plusieurs détails sur leurs configurations photo, avec notamment des évolutions attendues sur les modèles les plus haut de gamme.

Après les Galaxy Z Flip8 et Galaxy Z Fold8 fraîchement dévoilés, l'attention se tourne désormais vers la prochaine famille de smartphones premium de Samsung. Le constructeur sud-coréen travaillerait sur quatre appareils, identifiés sous les noms de code NM1, NM2, NM3 et NM4. Selon les informations rapportées par WinFuture, cette génération pourrait ainsi comprendre les Galaxy S27, S27+, S27 Pro et S27 Ultra.

Les Galaxy S27 et S27+ conserveraient une base photo



similaire

Les deux modèles les plus accessibles de la gamme pourraient rester relativement proches de leurs prédécesseurs sur le terrain de la photographie. Le Galaxy S27 comme le Galaxy S27+ seraient équipés d'un capteur principal de 50 mégapixels avec stabilisation optique de l'image (OIS). Cette caméra serait accompagnée

d'un module ultra grand-angle de 12 mégapixels. La définition du téléobjectif n'est quant à elle pas encore connue. Ces informations restent donc incomplètes à l'heure actuelle, mais elles permettent malgré tout d'identifier ce qui distinguera les deux modèles standards des variantes Pro et Ultra.

Il convient également de

noter l'évolution supposée de la nomenclature. Les smartphones de la série Galaxy S26 auraient porté les noms de code M1, M2 et M3, « M » faisant référence à « Miracle ». Pour la prochaine génération, Samsung utiliserait les codes NM1 à NM4, « NM » signifiant ici « Next Miracle ».

Galaxy S27 Pro et Ultra : des capteurs photo encore plus avancés

Le Galaxy S27 Pro pourrait bénéficier d'un équipement photo plus avancé. Son ultra grand-angle serait doté d'un capteur Sony IMX855 de 50 mégapixels, au format 1/2,55 pouce. Un téléobjectif de 50 mégapixels avec stabilisation optique serait également attendu. À l'avant, Samsung intégrerait une caméra selfie de 16 mégapixels avec autofocus et OIS. Les informations disponibles ne précisent toutefois pas

le capteur principal, bien que de précédentes rumeurs évoquaient une définition de 200 mégapixels.

Le Galaxy S27 Ultra reprendrait plusieurs de ces caractéristiques. Il disposerait lui aussi d'un ultra grand-angle de 50 mégapixels basé sur le Sony IMX855, ainsi que d'un téléobjectif de 50 mégapixels stabilisé offrant un zoom optique 5x. Une seconde caméra téléobjectif Sony, identifiée par les références R1 et R2, est qui plus est évoquée.

Concernant cette dernière information, elle est néanmoins à considérer avec prudence. La plupart des autres fuites publiées jusqu'ici ne mentionneraient qu'un seul téléobjectif de 50 mégapixels sur le modèle Ultra. En façade, celui-ci serait équipé du même capteur de 16 mégapixels avec autofocus et stabilisation optique que le S27 Pro.

Un fabricant d'alarmes auto expose 2,2 millions de véhicules à un vol par Bluetooth

Un fabricant américain de systèmes antivol pour automobiles a conservé, pendant près de dix ans, une clé numérique identique sur des millions de véhicules. Des chercheurs universitaires ont réussi à déverrouiller une voiture et à couper son moteur depuis un smartphone, à quelques mètres, sans qu'aucune alerte ne prévienne le conducteur.

Le système s'appelle KARR. C'est un boîtier Bluetooth vendu par Acrisure Protection Group. Depuis 2017, des concessionnaires Honda, Toyota, Mazda, Ford et Jeep en Californie du Sud l'installent avant même la livraison du véhicule, puis proposent l'abonnement au client. Même si vous refusez l'offre, le boîtier reste tout de même branché sous le tableau de bord. Une équipe de l'université de Californie à San Diego, dirigée par le professeur Aaron Schulman, a examiné le dispositif et identifié au moins 2,2 millions de véhicules concernés aux États-Unis, alors que la moitié de leurs propriétaires ignorent même l'existence du boîtier. Certains de ces véhicules circulent aussi au Canada et au Japon, revendus

d'occasion avec leur système d'origine toujours actif. Chaque appareil partage la même clé d'authentification, stockée en clair dans l'application mobile associée.

À cinq mètres, on peut déverrouiller la voiture et couper le moteur

À environ quatre mètres et demi, un attaquant équipé de l'outil mis au point par l'équipe d'Aaron Schulman a pu déverrouiller la voiture ciblée et couper l'allumage, de quoi immobiliser un conducteur en train de conduire, en plein milieu du trafic. On n'entend qu'un bip et un clignotement discrets mais rien d'autre n'alerte l'automobiliste. Selon Jerry Yu, doctorant en informatique dans l'équipe d'Aaron Schulman et coauteur de l'étude, un voleur n'a plus besoin de briser une vitre, car il lui suffit de se connecter en Bluetooth au dispositif pour déverrouiller les portières. Il démarre ensuite le véhicule avec les outils qu'utilisent habituellement les serruriers professionnels.

Les propriétaires qui ont refusé l'abonnement payant pensaient leur boîtier inactif. Pourtant, en une seule commande de réveil transmise par Bluetooth on réactive l'ensemble des fonctions, selon les

chercheurs. Chaque boîtier émet en permanence son identifiant Bluetooth. Des bases participatives comme WiGLE enregistrent ces signaux depuis des années, et on peut alors y retracer, identifiant après identifiant, l'historique de stationnement d'un véhicule. L'équipe a aussi réussi à déclencher à distance les phares et les avertisseurs sonores de plusieurs voitures garées côte à côte.

Dix-huit mois d'attente avant la publication d'un correctif

L'université de Californie à San Diego a signalé la faille à Acrisure Protection Group en janvier 2025. Le correctif logiciel n'est arrivé que le 20 juillet, dix-huit mois plus tard, quelques semaines avant la présentation prévue par l'équipe à la conférence DEF CON début août, puis à USENIX Security à Baltimore. Acrisure estime pourtant que le risque réel est limité pour ses clients.

Un an plus tôt, Subaru avait connu une faille comparable sur son portail Starlink, exploitable avec une plaque d'immatriculation et le nom du propriétaire du véhicule. Le constructeur a corrigé le problème en vingt-quatre heures.

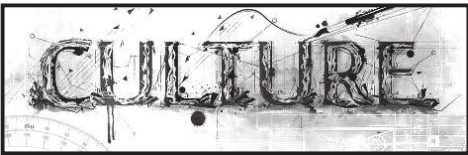


Rockledge, un second fabricant de systèmes antivol et d'assurance automobile, vend des boîtiers différents. Dans ce cas, un attaquant doit se trouver physiquement à proximité du conducteur au moment où celui-ci utilise son système, pour intercepter puis rejouer l'échange numérique entre le téléphone et la voiture, une attaque par relais.

Le correctif d'Acrisure passe uniquement par l'application KARR, celle que seuls les clients payants ont téléchargée. La moitié environ des propriétaires concernés n'ont jamais installé cette application et n'ont donc

aucune raison de la lancer un jour. Un million de personnes environ ne peuvent ainsi pas corriger une faille dont elles ignorent l'existence, parmi lesquelles de nombreux acheteurs de véhicules d'occasion.

En France, plus de 140 000 véhicules disparaissent chaque année sans effraction, la plupart du temps via des réseaux organisés autour des systèmes sans clé. Le cas KARR nous montre qu'une technologie mise au point pour rassurer les propriétaires contient, par une erreur de conception, une entrée supplémentaire pour les voleurs.



Le cinéaste Lamine Merbah n'est plus

Le cinéaste Lamine Merbah est décédé, vendredi, à l'âge de 80 ans, des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de son entourage. Né en 1946 dans la wilaya de Mascara, le défunt comptait parmi les grands réalisateurs

algériens. Il a débuté sa carrière cinématographique dans les années 1960 par des courts-métrages, avant de poursuivre son parcours dans le long métrage, devenant ainsi l'une des figures éminentes du septième art en Algérie. Le défunt compte à son actif

plusieurs longs métrages de fiction, tels que «Les Spoliateurs» (1972) et «Beni Handel» (1976). Il a également réalisé plusieurs feuilletons, dont «Le Miroir Brisé» (2003) et «Darna Kdima» (Notre ancienne maison) (2008), outre de nombreux films documentaires.



Djalil Palermo en concert exceptionnel à Alger La soirée événement de cet été !

L'été algérois s'annonce brûlant, et la scène musicale s'apprête à vibrer au rythme de l'un des artistes les plus populaires de sa génération. Djalil Palermo débarque à Alger pour une soirée live exceptionnelle qui promet de faire chanter et danser des milliers de fans. Connu pour son énergie débordante, ses refrains entêtants et ses tubes qui accumulent les millions de vues, l'artiste donne rendez-vous à son public pour un concert mémorable sous les étoiles de la capitale. C'est le cadre mythique du Complexe Culturel Laadi



Flici (Théâtre de Verdure) qui accueillera cette grande fête musicale. Un lieu à ciel ouvert idéal pour savourer les nuits estivales et vivre une expérience scénique immersive en symbiose avec l'artiste. Au programme : un show haut en couleur où Djalil Palermo interprétera ses plus grands succès ainsi que ses derniers hits. Un moment de partage et de pure passion à ne manquer sous aucun prétexte. La mise en vente initiale est limitée à 500 billets seulement pour cette première vague. Vu l'engouement autour de l'artiste, les places risquent de partir très vite. Ne

tardez pas à réserver la vôtre !
*Date : Vendredi 31 juillet 2026
*Heure : 22h00
*Lieu : Complexe Culturel Laadi Flici, Alger
*Tarif : 1 500 DA
*Billetterie en ligne : Disponible directement sur la plateforme Vinyculture
Ne manquez pas l'événement musical du début de l'été. Que vous soyez fan de la première heure ou simplement en quête d'une soirée inoubliable entre amis ou en famille, prenez vos places dès aujourd'hui sur notre billetterie en ligne !

Douceur et tradition Une grande soirée Chaâbi à l'Espace El Anka avec Mehdi Tamache et Amine Bouchala

À vis aux amateurs de bonne musique et de poésie algéroise ! En plein cœur de l'été, l'ambiance des soirées d'antan s'invite à la capitale pour un rendez-vous musical placé sous le signe de la convivialité et du partage. Le mardi 28 juillet 2026, préparez-vous à voyager au son du mandole lors d'une soirée Chaâbi d'exception réunissant deux figures de talent : Mehdi Tamache et Amine Bouchala. Quoi de plus symbolique que l'Espace El Anka du Complexe Culturel Laadi Flici pour célébrer le répertoire

Chaâbi ? Dans ce cadre intime qui rend hommage au maître incontesté du genre, les voix et les instruments de Mehdi Tamache et d'Amine Bouchala résonneront pour offrir un moment de pure authenticité. Entre reprises des grands classiques et interprétations passionnées, cette soirée promet de ravir aussi bien les connaisseurs exigeants que les mélomanes en quête d'une belle escapade nocturne. Pour préserver le caractère intimiste et chaleureux de l'événement, la mise en vente initiale est fixée à 40 places seulement. À un tarif excep-

tionnel de 200 DA, les billets vont s'envoler en quelques minutes. Date : Mardi 28 juillet 2026 Heure : 20h30 Lieu : Espace El Anka — Complexe Culturel Laadi Flici, Alger Tarif : 200 DA Billetterie en ligne : Réservation exclusive sur la plateforme Vinyculture Ne manquez pas cette opportunité unique de vivre la magie du Chaâbi au plus près des artistes dans un cadre mythique. Assurez votre présence dès aujourd'hui avant l'épuisement du quota initial !





Après un tournage au Sahara occidental occupé Le film « The Odyssey » visé par des appels au boycott

Le film « The Odyssey » du réalisateur britannique Christopher Nolan fait l'objet d'appels au boycott de la part de militants et de cinéastes sahraouis, qui dénoncent le tournage d'une partie de cette production hollywoodienne au Sahara occidental occupé par le Maroc. Des défenseurs des droits humains reprochent au réalisateur d'avoir tourné des scènes du film dans la région de Dakhla occupée, au sud du Sahara occidental, sans tenir compte du contexte politique et juridique du territoire. « En utilisant ces images tournées au Sahara occidental, Christopher Nolan s'est rendu complice de l'occupation marocaine », a déclaré Mar'a Carri'n, directrice exécutive

du Festival international du film du Sahara occidental (FiSahara), citée par Democracy Now!. Selon elle, le tournage, découvert il y a un an par des militants sahraouis, s'est déroulé dans la zone de la Dune Blanche à Dakhla occupée. Elle a indiqué que des appels avaient été adressés à l'équipe du film et à la société de production pour demander l'arrêt du tournage et le retrait des scènes réalisées dans cette région. La responsable du FiSahara a également dénoncé ce qu'elle a qualifié de « génocide culturel » et de « nettoyage ethnique » visant le peuple sahraoui, affirmant que la ville occupée de Dakhla connaît des projets économiques et touristiques d'envergure dans un contexte mar-

qué, selon elle, par l'exclusion des populations locales. De son côté, le cinéaste sahraoui Abidin Mohamed Hamudi a estimé que cette situation illustre « la manière dont le monde occidental utilise les discours sur les droits humains et la démocratie selon ses intérêts ». Intervenant depuis les camps de réfugiés sahraouis, le réalisateur a affirmé qu'il lui était impossible de retourner dans sa ville natale, Dakhla, alors que l'équipe du film a pu, selon lui, y accéder pour tourner. « Respecter le droit international et les résolutions des Nations unies, et permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination » constituent les principales revendications des Sahraouis, a-t-il indiqué. Les



militants sahraouis appellent désormais le public à boycotter le film et à privilégier des productions consacrées à la situation au Sahara occidental, territoire inscrit depuis 1963 sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU.

Inscription historique Sidi Bou Saïd rejoint officiellement le patrimoine mondial de l'UNESCO



C'est un couronnement majeur pour la culture et le patrimoine tunisiens. Lors de sa 48^e session organisée à Busan, en Corée du Sud, le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO a officiellement acté l'inscription du village de Sidi Bou Saïd sur la prestigieuse liste du patrimoine mondial. Porté par les autorités tunisiennes sous le titre « Village de Sidi Bou Saïd : centre d'inspiration culturelle et spirituelle en Méditerranée », le dossier

a convaincu les diplomates et experts internationaux. Cette reconnaissance marque un tournant institutionnel décisif. Jusqu'alors rattaché au périmètre du site archéologique de Carthage classé depuis 1979, le village accède désormais à un statut autonome au sein du répertoire universel de l'UNESCO. La démarche d'inscription propre vise à consacrer la valeur singulière de ce joyau architectural et paysager qui domine le golfe de Tunis.

Un berceau mystique et un foyer artistique d'exception. Le dossier technique soumis à l'évaluation du Conseil international des monuments et des sites s'appuie principalement sur les critères relatifs aux établissements humains traditionnels et au patrimoine vivant à valeur universelle exceptionnelle. L'histoire de la cité s'est structurée à partir du XIII^e siècle autour du sanctuaire du saint mystique soufi Abou Saïd al-Baji, transformant la colline en un pôle

spirituel majeur du Maghreb. Au fil des siècles, le tissu urbain s'est développé par la symbiose entre habitations traditionnelles de pêcheurs et demeure estivales d'inspiration arabo-andalouse. Le document d'inscription met également en lumière le rôle central de Sidi Bou Saïd comme havre de création artistique. Protégé dès le début du XX^e siècle par un décret pionnier de préservation architecturale, le village aux façades blanches immaculées et aux claustras et volets bleu cobalt a inspiré de grandes figures intellectuelles et artistiques internationales, du peintre Paul Klee à l'écrivain Gustave Flaubert. L'héritage du Baron Rodolphe d'Erlanger et son palais Ennejma Ezzahra, devenu le Centre des musiques arabes et méditerranéennes, illustrent cette vocation de carrefour d'échanges et de dialogue culturel en

Méditerranée. Une charte de gestion rigoureuse face aux défis d'avenir. L'avis favorable rendu à Busan s'accompagne d'engagements précis quant à la pérennité du site. L'expertise de l'organisme consultatif a minutieusement analysé l'efficacité du plan de gestion présenté par la Tunisie pour répondre à la pression touristique croissante, préserver la typicité des matériaux traditionnels et garantir la stabilité géologique des falaises côtières sur lesquelles repose la municipalité. En décrochant cette distinction internationale, la Tunisie renforce la protection juridique et technique de sa célèbre cité blanche et bleue tout en affirmant le rayonnement de son identité méditerranéenne sur la scène culturelle mondiale.



Quel est le meilleur moment pour manger du melon ?

Au déjeuner ou au dîner, en début ou en fin de repas, quel est le meilleur moment pour manger le melon et profiter pleinement de ses bienfaits ? Réponse avec une diététicienne. Résumé réalisé avec l'IA.

Le melon, riche en eau, glucides, antioxydants, vitamines C et E, et flavonoïdes, soutient le système immunitaire, protège les cellules contre le stress oxydatif et contribue à une alimentation équilibrée.

- Adapté à toute heure des repas, le melon, grâce à sa faible densité énergétique, s'intègre facilement dans une alimentation saine, mais doit être consommé en quantité adaptée par les personnes diabétiques ou celles souffrant de l'intestin irritable.

C'est la star de l'été. Alternative rafraîchissante aux desserts plus riches en sucres ajoutés, le melon intègre petit à petit nos assiettes depuis le début de la saison et jusqu'à fin septembre.

Quels sont les bienfaits du melon ? Vitamines, minéraux, glucides, le melon, est une véritable bombe à nutriments. Il « participe :

- au bon fonctionnement du système immunitaire ;
- à la protection des cellules contre le stress oxydatif ;
- et au maintien d'une alimentation équilibrée », explique la diététicienne et nutritionniste Clara Ledoux Morvan.



Concrètement, le melon est majoritairement composé d'eau. Pour 100 g, il en contient 84,2 g, ce qui le rend particulièrement intéressant en cas de fortes chaleurs car « il permet d'augmenter ses apports en eau », précise la nutritionniste. Mais ce n'est pas tout. Il est également riche :

- en glucides (14,8 g pour 100 g) avec majoritairement des amidons ;
- en antioxydants flavonoïdes ;
- en vitamines C et E.

Quand manger mon melon pour profiter de ses bienfaits ?

Est-il plus avantageux de manger des melons au déjeuner, au dîner ? Si le melon est très apprécié les soirs d'été, « rien ne montre qu'il est préférable de le manger le soir, contrairement à certaines idées reçues ». Le melon « ne favorise pas davantage le sommeil qu'un autre fruit »,

affirme la nutritionniste. Il n'existe pas non plus de « meilleur » moment dans le repas pour consommer le melon. Il peut être mangé « en entrée, en dessert, en collation. Il n'existe pas de preuves scientifiques montrant qu'il se digère mieux à un certain moment du repas ». Le melon est donc un fruit assez polyvalent et le moment de sa consommation n'a finalement que peu d'importance. Ce qui compte, c'est l'équilibre alimentaire dans son ensemble. Grâce à sa richesse en eau et à sa faible densité énergétique, le melon peut tout à fait trouver sa place dans une alimentation saine, à n'importe quel moment de la journée.

Clara Ledoux Morvan - Diététicienne-nutritionniste

Existe-t-il des contre-indications pour

manger du melon ?

En cas de diabète Pour certaines personnes souffrant de conditions particulières, manger du melon impose quelques précautions. Chez les personnes vivant avec un diabète par exemple, le melon n'est pas interdit, mais il est préférable de le consommer en quantité adaptée, et si possible, de l'associer à une source de protéines ou d'oléagineux afin de ralentir l'absorption des glucides.

Clara Ledoux Morvan Des recettes équilibrées chaque semaine

Envie de bien manger sans vous prendre la tête ? Santé Magazine vous envoie des idées recettes délicieuses et équilibrées : simple, rapide et gourmand !

En cas d'intestin irritable Pour d'autres personnes souffrant du syndrome de l'intestin irritable, « la tolérance peut varier à l'échelle individuelle.

Si le melon cantaloup est généralement bien toléré dans des portions raisonnables, la pastèque l'est moins à cause de sa richesse en FODMAPs ». Si ces personnes y sont particulièrement sensibles, il est alors préférable de ne pas en manger le soir pour éviter de perturber le sommeil.

En cas d'insuffisance rénale avancée Pour les personnes souffrant d'insuffisance rénale avancée, « les recommandations doivent être adaptées avec un professionnel de santé, en fonction de la restriction en potassium nécessaire au cas par cas ».

Comment manger mon melon ?

Si le melon peut se manger à n'importe quel moment pour les personnes en bonne santé, c'est la manière dont on le mange qui a son importance. La portion ne doit pas être trop généreuse, surtout s'il est mangé en dessert après un repas copieux. S'il est, au contraire, manger en repas principal, il peut « s'intégrer facilement avec une source de protéines » comme :

- le poisson ;
- la volaille ;
- les œufs ;
- les légumineuses.

Mais aussi avec « des féculents complets pour constituer une assiette équilibrée », finit la diététicienne.



Vous hésitez entre un SPF 30 et un SPF 50 cet été ? La différence est plus importante qu'on ne le pense

SPF 30, SPF 50 ou SPF 50+ ? Il est difficile de savoir lequel glisser dans son sac de plage. Pourtant, quelques chiffres suffisent à faire toute la différence. Mais encore faut-il comprendre leur signification pour mieux protéger notre peau. Une dermatologue explique ce que cache vraiment l'indice de protection. C'est l'été et, pour les vacanciers, l'heure est venue de préparer leur valise ou d'acheter les derniers indispensables avant le départ. En tête de liste, on trouve sans aucun doute la crème solaire. Pourtant, face aux rayons des magasins ou des pharmacies, difficile de s'y retrouver. SPF 30, 50 ou 50+... Quelle protection choisir pour profiter du soleil en toute sécurité ?

Beaucoup pensent, à tort, que certaines protections permettent de bronzer davantage ou qu'il n'y a pas de grosse différence avec les chiffres. En réalité, le SPF mesure avant tout le niveau de protection contre les rayons UVB, responsables des coups de soleil. « Comprendre ce que signifie vraiment le SPF permet de mieux choisir sa protection solaire et d'éviter certaines idées reçues », explique la Dre Marie

Jourdan dans un récent post sur Instagram.

SPF 30, 50 et 50+ : quelles différences entre ces protections solaires ?

Les chiffres affichés sur les crèmes solaires correspondent à l'indice de protection solaire, aussi appelé SPF (Sun Protection Factor). Comme l'explique la Dre Marie Jourdan, « le SPF mesure la protection contre les UVB, responsables des coups de soleil ». Autrement dit, plus cet indice est élevé, moins les rayons UVB atteignent la peau. En revanche, il ne renseigne pas à lui seul sur la protection contre les UVA, impliqués dans le vieillissement prématuré de la peau et certains cancers cutanés. Pour s'assurer qu'une crème protège aussi contre ces rayons, il faut vérifier la présence du logo UVA sur l'emballage. En Europe, celui-ci garantit une protection contre les UVA équivalente à au moins un tiers de celle des UVB. La dermatologue rappelle également que les indices SPF sont déterminés à partir de tests réalisés en laboratoire.

Concrètement, un SPF 30 bloque environ 96,7 % des UVB, tandis qu'un SPF 50 en filtre près de 98 %, explique la spécialiste. La

différence peut sembler minime, mais elle ne l'est pas vraiment. En effet, un SPF 30 laisse passer environ 3,3 % des UVB, contre 2 % pour un SPF 50. « Ça semble rien mais le SPF 50 laisse passer 40 % d'UVB en moins que le SPF 30 », souligne la Dre Marie Jourdan. Le SPF 50+, quant à lui, offre la protection la plus élevée disponible en filtrant plus de 98 % des UVB. Pour autant, « aucun SPF ne bloque 100 % des UV », rappelle-t-elle.

Dans la pratique, un SPF 30 peut convenir pour une exposition ponctuelle ou au quotidien, y compris lorsque le ciel est couvert, car les UV traversent les nuages. En revanche, si vous prévoyez de passer plusieurs heures à l'extérieur, notamment à la plage ou entre 11 et 15 heures, lorsque le rayonnement est le plus intense, mieux vaut privilégier un SPF 50 ou 50+, en particulier si vous avez la peau claire ou sensible.

Quels sont les bons gestes pour se protéger du soleil ?

Si choisir un indice élevé est une bonne première étape, il ne fait pas tout. Comme le rappelle la dermatologue, « une bonne protection dépend autant du produit que de la façon dont



il est utilisé. » Pour profiter d'une protection efficace, elle recommande alors d'appliquer une quantité suffisante de produit, soit environ une demi-cuillère à café pour le visage et le cou. La crème solaire doit ensuite être renouvelée toutes les deux heures en cas d'exposition, mais aussi après chaque baignade ou en cas de forte transpiration, même si le produit est présenté comme résistant à l'eau.

Autre point essentiel, vérifier que la crème protège à la fois contre les UVA et les UVB, une mention qui figure aussi sur l'emballage. En cas d'exposition prolongée, notamment à la plage et plus

encore lors des épisodes de fortes chaleurs, mieux vaut opter pour un SPF 50 ou 50+.

Le Dr Marie Jourdan tient toutefois à mettre les choses au clair. Le SPF n'est en aucun cas « une autorisation à rester au soleil toute la journée ». L'important est de « renouveler l'application et éviter les expositions excessives », insiste-t-elle. Pour mettre toutes les chances de son côté, la crème solaire doit s'accompagner des bons réflexes : porter un chapeau et des lunettes de soleil, rechercher l'ombre aux heures les plus chaudes et privilégier des soins adaptés dans sa routine beauté.

«C'est la technique idéale pour avoir un teint bronzé» : L'astuce d'un maquilleur pour un effet bonne mine naturel

Pas besoin de passer des heures au soleil ni d'appliquer plusieurs couches d'autobronzant pour obtenir un teint hâlé. Un maquilleur dévoile une technique simple qui promet un effet bronzé naturel, sans effet de matière. Une astuce qui pourrait bien devenir notre préférée de l'été.

Les vacances d'été viennent de débiter, mais tout le monde n'a pas la chance de partir au soleil. Et même lorsque c'est le cas, s'exposer aux UV pour obtenir un joli bronzage comporte des risques pour la peau, et cela même avec une protection solaire. Quant à l'autobronzant, il demande du temps, de la précision et le résultat n'est pas toujours au rendez-vous.

Pour afficher un teint hâlé en quelques minutes, le maquillage s'impose comme une excellente alternative. Pour cela, rien de mieux qu'une poudre bronzante ou un bronzer en stick. Mais s'il existait une technique encore plus naturelle ? Le maquilleur Patrick Lorentz, suivi par près de 96.000 personnes sur Instagram,



dévoile sa méthode baptisée « Aqua Bronze », qui offre un effet bonne mine immédiat, sans surcharge, et ultra-rapide à réaliser. De quoi afficher un teint hâlé comme au retour de la plage, grâce à quelques sprays de lotion.

Aqua Bronze : la technique de maquillage d'un maquilleur pour avoir un teint hâlé ultra naturel

Le principe de cette astuce repose sur le fait de mélanger une poudre bronzante à une lotion hydratante afin d'obtenir une texture presque liquide

qui fusionne avec la peau. Selon lui, elle coche toutes les cases pour obtenir un teint glowy et ensoleillé. Elle donne un aspect seconde peau et de l'éclat grâce au combo de la poudre et de la lotion. « Elle ne marque pas les irrégularités ni les rides, contrairement aux textures sèches/poudres », explique-t-il. Avant de conclure : « C'est la technique idéale si tu veux un teint bronzé ou magnifier ton bronzage. »

Pour reproduire cette astuce, voici les étapes à suivre :

Nettoyez votre visage et appliquez votre crème hydratante. Attention : ne poudrez pas avant d'avoir humidifié le produit.

Munissez-vous d'un pinceau de taille moyenne et prélevez suffisamment de poudre bronzante pour maquiller l'ensemble du visage.

Secouez ensuite votre lotion afin de mélanger les micro-nacres qu'elle contient. Vaporisez deux sprays sur un miroir puis mélangez avec le produit. Appliquez ensuite la matière sur les zones où le soleil frappe naturellement : « Viens promener ton pinceau sur le visage en insistant sur les pommettes, le front, le nez. »

Vaporisez une nouvelle fois la lotion afin d'hydrater la peau et de lui donner cet effet bonne mine.

Le maquilleur révèle les étapes à réaliser pour cette astuce.

L'erreur que tout le monde fait avec sa poudre bronzante

Si vous préférez appliquer votre poudre bronzante de manière classique, un détail peut vous rendre la tâche plus compliquée. D'après la

maquilleuse Deborah Azria, certaines personnes l'appliquent du bas vers le haut, en partant de la pommette vers la tempe. « Quand tu mets ton bronzer, ne va pas dans ce sens, du bas vers le haut. Tu veux être bronzée donc tu commences ici au niveau de la pommette, mais du coup tu as beaucoup trop de matière sur ton pinceau au début » précise-t-elle. La couleur est alors trop intense et donne un aspect orange. Au contraire, « l'ombre naturelle du visage est plus intense ici, au niveau des arcades zygomatiques, que plus bas au niveau de la pommette centrale. »

Pour un fini beaucoup plus harmonieux, elle conseille de retirer l'excédent de produit avant l'application. « Tu vas prendre ta matière à l'aide d'un pinceau, puis estomper sur le dos de ta main pour ne jamais arriver avec trop de matière. » Il suffit alors de changer simplement son geste : « Tu vas partir de l'extérieur vers l'intérieur. » Un nouveau réflexe qui permet d'obtenir un bronzage maquillé beaucoup plus naturel !

Le mariage de rêve du fils de Pamela Anderson à Saint-Tropez : les coulisses d'un week-end exceptionnel sur la Côte d'Azur

Le 5 juillet dernier, Dylan Jagger Lee et Paula Bruss se sont mariés à Saint-Tropez. Quelques semaines après cette union, de nouveaux détails sur cette cérémonie hors du commun ont été dévoilés. Du choix du lieu à la décoration, en passant par l'ambiance imaginée pour leurs invités, le fils de Pamela Anderson et son épouse ont vu les choses en grand pour célébrer leur amour. Le choix de Saint-Tropez n'avait rien d'un hasard pour Dylan Jagger Lee et Paula Bruss. Ensemble depuis près de neuf ans, le fils de Pamela Anderson et l'architecte d'intérieur se connaissent depuis l'enfance. Tous deux ont grandi dans la même rue à Malibu, où ils se croisaient régulièrement, avant de véritablement se rapprocher en 2017 à l'occasion d'une soirée entre amis. Malgré une période de relation à distance lorsque la jeune femme est partie étudier à New York, leur histoire n'a jamais vacillé. À l'été 2024, le couple a franchi une nouvelle étape en se fiançant à Saint-Tropez. Après un match de l'Euro disputé

par l'Allemagne, Dylan Jagger Lee avait emmené sa compagne sur leur plage favorite pour lui demander sa main, entouré en secret de leurs proches venus célébrer l'événement. C'est donc dans cette même station balnéaire, devenue un lieu hautement symbolique pour leur couple, qu'ils ont choisi d'échanger leurs vœux le 5 juillet 2026.

Une cérémonie dans un décor de rêve

Pour orchestrer ce week-end d'exception, Dylan Jagger Lee et Paula Bruss ont fait appel à l'organisatrice Louise Boucher. Les jeunes mariés souhaitaient avant tout offrir à leurs proches une célébration élégante, mais décontractée, à l'image de leur couple. Les festivités ont ainsi débuté à la Maison Revka, l'une de leurs adresses favorites à Saint-Tropez, avant de se poursuivre dans le très exclusif domaine des Parcs. C'est au cœur du jardin d'une villa privée, entièrement métamorphosé en une prairie de fleurs sauvages, que les amoureux se sont finalement dit « oui ».

Après la cérémonie, les invités ont porté un premier toast au champagne Dom Pérignon avant de déguster des créations signées Cédric Grolet. La soirée s'est poursuivie autour d'un dîner aux chandelles au restaurant Gigi, avant de laisser place à une nuit de fête. Le lendemain, les jeunes mariés ont fait une arrivée remarquée à bord d'un bateau Riva vintage au restaurant de plage Les Graniers, où un dernier déjeuner les pieds dans le sable est venu conclure ce week-end placé sous le signe de l'amour.

Le choix de l'élégance

Pour ce grand jour, les mariés avaient soigné chaque détail de leur apparence. Paula Bruss portait une robe sur mesure Oscar de la Renta imaginée par Fernando Garcia. Inspirée du glamour hollywoodien et de l'élégance d'Audrey Hepburn, la création se distinguait par une coupe raccourcie à l'avant laissant apparaître ses chaussures, tandis qu'une longue traîne venait sublimer la silhouette. La jeune mariée avait complété son look avec des boucles d'oreilles en diamants en forme de fleurs, signées



Stoned, la même maison qui a conçu les alliances du couple. Dylan Jagger Lee avait, de son côté, misé sur un costume réalisé sur mesure par le tailleur Genuardi. Très fière d'assister au mariage de son fils, Pamela Anderson arborait elle aussi une création Oscar de la

Renta : une robe en brocart couleur moutarde, agrémentée d'une petite cape, qui n'est pas passée inaperçue parmi les invités dont faisaient partie le rockeur Tommy Lee et le frère du marié, Brandon Thomas Lee.

«JE SAIS CE QUE C'EST...» :

Laeticia Hallyday prend la parole en soutien aux personnes touchées par les graves incendies en Gironde



La situation reste critique sur plusieurs fronts en France. Alors que l'incendie en Gironde continue de progresser vers l'agglomération bordelaise, de nouvelles évacuations ont été ordonnées et d'importants renforts ont été déployés... Face à la violence de ces feux, Laeticia Hallyday qui a déjà connu la douleur de tout perdre a souhaité poster un message de soutien en story sur Instagram ce samedi 25 juillet. Les violents incendies qui

frappent plusieurs régions françaises continuent de mobiliser d'importants moyens de secours... La situation est particulièrement préoccupante en Gironde, où le feu, attisé par le vent depuis mercredi, s'est considérablement étendu en direction de la métropole bordelaise. Face à cette progression, les autorités ont ordonné l'évacuation préventive de sept nouvelles communes situées aux abords de Bordeaux. Dans le même temps, d'autres foyers restent actifs

dans le Var, en Corse et dans le Tarn, tandis que des orages sont attendus ce samedi 25 juillet sur une grande partie de la moitié sud du pays. En Gironde, plus de 22 000 hectares ont déjà été ravagés par les flammes et plus de 140 000 habitants ont dû quitter leur domicile. Bison Futé recommande d'éviter le département afin de laisser les axes routiers disponibles pour les secours. À l'issue d'une cellule interministérielle de crise réunie vendredi 24 juillet au soir, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a annoncé le renforcement du soutien militaire avec le déploiement de 1 000 soldats aux côtés des sapeurs-pompiers, ainsi que l'acheminement de 1,5 million de masques FFP2 en Gironde. Les incendies en Gironde rappellent de mauvais souvenirs à Laeticia Hallyday. L'Agence régionale de santé a par ailleurs déclenché le plan blanc en Gironde et dans les Landes. Par mesure de précaution, plusieurs Ehpad ainsi que des établissements accueillant des adultes en situation de handicap ont été évacués. Dans le Tarn, un incendie survenu dans la nuit a détruit près de 600 hectares et conduit à l'évacua-

tion de quelque 500 habitants de deux communes situées près de Castres. Selon la préfecture, le feu a depuis été maîtrisé et n'a fait aucune victime. Dans le Var, où le sinistre demeure actif, le dernier bilan fait état de 3 250 hectares parcourus par les flammes. Face à la violence de ces incendies, de mauvais souvenirs sont remontés dans la mémoire de Laeticia Hallyday. En story Instagram, ce samedi 25 juillet, la maman de Jade et Joy a écrit, sous une photo du New York Times où l'on peut voir un pompier face aux flammes : «Il y a des images qui réveillent des blessures que l'on porte encore». «Je sais ce que c'est de voir le feu tout emporter, de perdre sa maison, ses souvenirs, une partie de sa vie. Toutes mes pensées vont aux familles touchées en Gironde, à celles qui ont dû fuir et qui vivent cette peur immense», a-t-elle ajouté. Puis la veuve de Johnny Hallyday de conclure : «Et aux pompiers qui se battent sans relâche, au péril de leur vie. Force et courage à vous tous». Une douleur ravivée... Si elle est particulièrement touchée, c'est parce qu'elle a vécu l'enfer à Los Angeles. En jan-

vier 2025, un incendie d'une rare violence avait ravagé Pacific Palisades, emportant ainsi la maison de Laeticia Hallyday... «Il ne reste plus rien», avait-elle confié au plus mal sur Instagram. «J'ai l'impression d'avoir perdu une partie de mon âme, comme si une partie de moi s'était envolée avec les flammes. Il reste une chose que rien ne pourra jamais brûler : l'amour immense que je reçois chaque jour», avait-elle également écrit sur le réseau social. Et sa fille Joy d'ajouter, «dévastée», quelques jours plus tard : «Nous avons perdu notre maison des Palisades, mon refuge, l'endroit où tant de magnifiques souvenirs de mon enfance se sont faits». «Je me sens tellement dévastée. Mon cœur est brisé, à perdre non seulement une maison mais une part de nous-même. Mes pensées vont à toutes les personnes affectées par les incendies. Je chérirai pour toujours ces moments passés dans la maison du bonheur», avait-elle alors conclu. Nul doute donc que les terribles incendies qui font actuellement rage dans l'Hexagone leur rappellent une douleur qui a été difficile à surmonter.

MESSAGE DE REMERCIEMENT



La rédaction de Seybouse Times tient à exprimer sa profonde gratitude et sa sincère reconnaissance aux hommes de la Protection civile de la wilaya d'Annaba, ainsi qu'à l'ensemble des intervenants mobilisés dans la lutte contre les incendies de forêt à Seraïdi.

Par leur courage, leur professionnalisme et leur engagement exemplaire, ils ont œuvré sans relâche, jour et nuit, pour préserver des vies humaines, protéger les habitations, les biens et sauvegarder notre précieux patrimoine forestier.

Face à l'adversité, leur dévouement, leur sens du devoir et leur esprit de sacrifice forcent le respect et constituent un véritable exemple de service au profit de la Nation.

  ces héros du quotidien, la rédaction de Seybouse Times adresse son plus profond hommage et ses plus chaleureux remerciements. Avec toute notre considération et notre reconnaissance.

La rédaction de Seybouse Times

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : OUVERTURE DES CANDIDATURES POUR LA MEILLEURE START-UP ALGÉRIENNE

Le ministère de l'économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a annoncé, aujourd'hui, l'ouverture officielle des candidatures pour la première édition du Prix du président de la République de la meilleure start-up. Cette initiative vise à récompenser les projets innovants et les entreprises technologiques les plus prometteuses du pays, dans le cadre de la stratégie nationale de soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat.

Les porteurs de projets intéressés pourront déposer leur candidature jusqu'au 23 août prochain via la plateforme numérique dédiée à cette compétition : startupoftheyear.dz

Dans un communiqué, le ministère précise que cette première édition est ouverte à trois catégories de candidats : les porteurs de projets innovants, les start-up d'excellence ainsi que les scale-up prometteuses, c'est-à dire des jeunes entreprises ayant déjà amorcé une phase de croissance importante.

Les personnes souhaitant participer peuvent s'inscrire sur la plateforme officielle startupoftheyear.dz, où elles pourront consulter l'ensemble des informations relatives au concours, notamment les conditions d'éligibilité, les critères d'évaluation ainsi que les modalités de participation.

  travers cette initiative, les pouvoirs publics ambitionnent de mettre en lumière les meilleures réussites de l'écosystème entrepreneurial algérien, tout en encourageant l'innovation et la création de solutions à forte valeur ajoutée.

Un jury d'experts nationaux et internationaux

Le ministère précise que les dossiers seront examinés par un jury composé d'un représentant du ministère chargé des Start-up, d'un expert international et d'un expert national spécialisés dans les technologies modernes, d'un expert national ou international en capital-risque, de deux membres du Comité national de labellisation (« Projet innovant », « Start-up », « Scale-up » et « Incubateur »), ainsi que d'un représentant de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI).

Le jury évaluera les candidatures selon la catégorie concernée. Pour les projets innovants, il appréciera notamment l'originalité, le niveau de maturité du projet, son caractère innovant, la pertinence de la solution proposée, les compétences de l'équipe ainsi que sa contribution potentielle au progrès technologique et au développement de l'économie nationale.

Pour les start-up, l'évaluation portera sur le caractère innovant du produit ou du service, la pertinence et la viabilité du modèle économique, le potentiel de croissance de l'entreprise, la validation du marché ainsi que la capacité de l'équipe à concrétiser sa vision. Enfin, pour les scale-up, le jury examinera la croissance durable de l'entreprise, son impact économique, sa capacité d'expansion à l'échelle nationale et internationale, ses performances en matière d'innovation ainsi que sa contribution au développement et à la compétitivité de l'économie nationale.

Quelles sont les conditions pour participer ?

Le ministère a également fixé plusieurs conditions d'éligibilité pour les candidats souhaitant prendre part à cette première édition du Prix du président de la République de la meilleure start-up.

Tout d'abord, la participation est réservée aux détenteurs d'un label en cours de validité, délivré par la Commission nationale de labellisation. Les candidats doivent ainsi être titulaires du label « Projet innovant », « Start-up » ou « Scale-up ».

Le ministère précise par ailleurs que le label le plus élevé prévaut. Ainsi, un candidat ayant obtenu dans un premier temps le label « Projet innovant », puis le label « Start-up », devra obligatoirement concourir dans la catégorie Start-up. De la même manière, une entreprise ayant évolué vers le label Scale-up ne pourra participer que dans cette catégorie.

Concernant les projets labellisés « Projet innovant », seule la personne ayant effectué l'enregistrement initial du projet sur la plateforme startup.dz peut déposer sa candidature. Cette dernière devra toutefois obtenir l'accord de l'ensemble des membres du projet avant la soumission du dossier.

Le règlement prévoit également que le projet, le produit ou le service présenté doit démontrer un caractère fortement innovant et être directement lié aux nouvelles technologies. Par ailleurs, les précédents lauréats du Prix ne pourront déposer une nouvelle candidature qu'après deux  ditions consécutive de la compétition.

Enfin, lorsqu'un jury désigne un projet



innovant comme lauréat, les organisateurs répartissent la récompense financière à parts égales entre tous les membres du projet, conformément au règlement du concours.

Jusqu'à 3 millions de dinars pour les lauréats

Le concours prévoit plusieurs récompenses financières destinées à soutenir les lauréats dans le développement de leurs projets.

Ainsi, les organisateurs r compenseront la meilleure scale-up par une enveloppe de 3 millions de dinars et la meilleure start-up par une récompense de 2 millions de dinars. Quant au meilleur projet innovant, il bénéficiera d'un prix d'une valeur de 1 million de dinars.   travers cette première édition du Prix du président de la République de la meilleure start-up, le ministère entend valoriser les initiatives entrepreneuriales innovantes et renforcer l'attractivité de l'écosystème des start-up en Algérie, devenu ces dernières années un axe majeur de la politique de diversification économique et de développement de l'économie de la connaissance.